

TRIBUNE

16
pages

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 216. — 28 NOVEMBRE 1964

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Le P.S.U. écrit

— Au Parti Communiste

— A la S.F.I.O.

— A Gaston Defferre

• NUMÉRO SPÉCIAL • NUMÉRO SPECIAL • NUMÉRO SPÉCIAL •

LE CONTRE-PLAN DU P.S.U.

Une arme
pour l'opposition
SOCIALISTE

POUR UN CANDIDAT UNIQUE DE LA GAUCHE à l'élection présidentielle, le PSU s'adresse :

215
28-11-64

● Aux membres du Bureau politique du Parti communiste français

Camarades,

Les prochaines élections à la présidence de la République — même si elles se situent dans un cadre que nos deux partis n'ont cessé de dénoncer depuis 1958 — peuvent être l'occasion d'une importante bataille contre le régime gaulliste. Pour que cet objectif soit atteint, il est cependant nécessaire que deux conditions soient remplies. Il faut que la gauche se mette d'accord sur les éléments d'un programme capable de mobiliser les forces populaires ; il faut qu'elle s'entende sur le nom du candidat qui défendra ce programme.

Ces deux conditions ne sont pas actuellement réalisées. Le candidat de la S.F.I.O. n'est pas devenu, contrairement à l'intention qu'il avait affirmée, le candidat de toute la gauche. Vous avez annoncé, de votre côté, que si un accord sur le programme n'était pas discuté et conclu avec Gaston Defferre, le Parti communiste présenterait un candidat.

Nous refusons pour notre part la situation absurde que serait une division des forces de gauche face à la réaction rassemblée. Nous sommes ce faisant persuadés de traduire l'opinion de milliers de travailleurs qu'une telle éventualité démobiliserait une nouvelle fois. Il faut donc trouver une issue et débloquer la situation.

Pour notre part, nous ne faisons aucune objection à la proposition que vous avez faite à plusieurs reprises de discuter d'un programme qui serait commun à tous les membres de la coalition de gauche. Nous sommes cependant bien forcés de constater qu'il n'est pas actuellement possible de réunir autour d'une même table les représentants des partis se réclamant du socialisme et ceux des différentes centrales syndicales. En revanche, le moment nous paraît venu d'ouvrir une discussion publique à laquelle chacun serait tenu de participer, et qui

porterait enfin sur les problèmes de fond. Nous ne croyons pas en effet que le catalogue plus ou moins disparate des aspirations et des revendications susceptibles de ne gêner aucun adversaire du gaullisme permettrait de surmonter les divisions actuelles du mouvement ouvrier. Il y a des obstacles qu'il faut aborder de front si l'on veut parvenir à une unité réelle. C'est non pas du passé qu'il s'agit, mais de la situation française d'aujourd'hui et des solutions que seule la gauche unie pourrait imposer comme alternative au gaullisme.

Dans cet esprit, mandatés par le Conseil national de notre Parti, nous vous posons les questions qui sont à nos yeux essentielles.

1° Pensez-vous qu'il est possible de s'entendre sur les éléments d'une plate-forme qui porterait comme celle que nous vous adressons sur quatre points essentiels, et quatre points seulement :

a) les institutions de la période de transition marquant la fin du pouvoir personnel et ouvrant la voie à la démocratie socialiste ;

b) les principes d'une politique d'indépendance européenne ;

c) les données d'une réforme démocratique de l'enseignement ;

d) les objectifs et moyens d'un contre-plan économique et social.

2° Croyez-vous qu'il est efficace de combattre le gaullisme en lui proposant la seule procédure de convocation d'une Assemblée Constituante et sans préciser dès maintenant nos idées sur l'alternative institutionnelle ? Estimez-vous qu'il est suffisant de situer notre campagne au seul niveau d'une réforme des mécanismes parlementaires, ou qu'il appartient à la gauche de dire clairement comment elle entend construire la démocratie à l'échelon communal et régional, assurer le contrôle des travailleurs dans les entreprises, développer leur représentation dans les assemblées qui font les choix politiques et économiques ?

3° Etes-vous prêts à affirmer la nécessité du désengagement de notre pays à l'égard de tout bloc militaire ? Croyez-vous qu'un tel désengagement soit désormais possible sur une base purement nationale et en dehors du cadre de la construction européenne ? Pensez-vous comme nous le pensons que les travailleurs de ce continent doivent opposer à la recherche d'une Europe dominée par le néo-capitalisme et liée aux intérêts économiques et stratégiques américains, la perspective d'une autre Europe qui se développerait en fonction d'objectifs démocratiques et socialistes ?

4° Si nous sommes d'accord pour mettre la réforme de l'enseignement au rang des objectifs prioritaires de la gauche, jugez-vous comme nous qu'il est insuffisant d'en chercher le moteur dans la seule affectation de crédits plus importants à l'Éducation nationale, mais que c'est l'ensemble des structures de notre enseignement qu'il convient de modifier pour assurer la promotion des milliers de travailleurs de la ville et des campagnes qui n'y ont pas accès ?

5° Jugez-vous que pour attaquer avec succès les bases néo-capitalistes sur lesquelles repose le régime, il est primordial que la coalition des forces de gauche lui oppose sur le plan économique et social des propositions précises et définisse les moyens d'atteindre ces objectifs ? Dans ce domaine, les déclarations de votre Parti, au cours de votre XVII^e Congrès ou de votre dernier Comité central, semblent se rapprocher sensiblement des positions que nous n'avons cessé de défendre sous le nom de contre-plan.

Nous souhaitons recevoir promptement à ces questions des réponses qui nous permettront de mieux connaître vos positions sur des problèmes qu'il n'est plus possible à la gauche d'éluder.

Nous vous prions, Camarades, de croire à nos sentiments socialistes.

Le Bureau national du P.S.U.

● Aux membres du Bureau national du Parti socialiste S.F.I.O.

Camarades,

En désignant, il y a plus de dix mois, votre candidat à l'élection présidentielle, vous avez émis le souhait que ce candidat devienne celui de toute la gauche.

C'est sans doute l'une des raisons qui vous a conduits à ne pas établir, vous-mêmes, le programme qu'il aurait à défendre.

La voie semblait ainsi ouverte à une discussion entre les différentes organisations de gauche.

Il n'en a rien été puisque votre candidat a récusé le principe même de cette discussion.

Il nous semble cependant impensable que la bataille présidentielle qui n'est qu'un épisode de la bataille générale contre le régime puisse être abordée sans véritable plate-forme politique.

Notre Parti ne peut pour sa part se rallier à une opération qui se déroulerait, sinon dans l'esprit, du moins dans le style politique que le gaullisme cherche à imposer au pays.

Le P.S.U. ne se résigne pas, d'autre part, à l'hypothèse d'une pluralité des candidatures de gauche, hypothèse qui deviendra de plus en plus vraisemblable si la discussion sur le programme tarde encore à s'ouvrir.

Cette discussion devrait, dans notre esprit, aboutir un jour à une confrontation générale qui réunirait dans une même assemblée les représentants de toutes les forces militantes de la gauche française.

Nous n'en sommes évidemment pas là. Nous en sommes au moment où les partis se réclamant du socialisme peuvent et doivent entamer le dialogue public.

Le passé, y compris un passé tout récent, a divisé le mouvement ouvrier. L'avenir peut l'engager sur la voie d'une unité nouvelle. Encore faut-il commencer par débattre des problèmes qui commandent cet avenir.

C'est dans cet esprit que nous avons décidé de nous adresser à vous, à votre candidat, Gaston Defferre, et à la Direction du Parti communiste.

Nous plaçant dans la perspective de la prochaine élection présidentielle, nous vous posons les questions suivantes :

Pensez-vous que la bataille politique puisse s'engager sur les bases d'une plate-forme du type de celle conçue par notre Parti et portant sur les quatre points essentiels suivants :

1° Les institutions de la période de transition marquant la fin du pouvoir personnel et ouvrant la voie à la démocratie socialiste.

2° Les principes d'une politique d'indépendance européenne.

3° Les éléments d'un contre-plan économique et social.

4° Les données d'une réforme démocratique de l'enseignement.

Et, en particulier, pour chacun des points ainsi énumérés :

1° Quelles mesures entendez-vous proposer pour substituer au régime actuel de véritables institutions démocratiques ?

Quelles institutions nouvelles proposez-vous ? Comment concevez-vous le processus de cette alternative institutionnelle ?

Quelle est votre position concernant la Constitution de 1958 ? En proposez-vous le maintien, la modification ou l'abrogation ?

2° Ne pensez-vous pas que la création d'une Europe indépendante ne peut être valablement envisagée que dans le cadre d'une politique de désengagement à l'égard des deux blocs militaires ?

3° Etes-vous d'accord pour opposer à une politique économique entièrement entre les mains des féodalités du capitalisme une nouvelle politique affirmant nettement son orien-

tation socialiste et proposant donc les réformes fondamentales de structure nécessaires ?

Etes-vous d'accord pour qu'un contre-plan, élément de cette nouvelle politique, soit dès aujourd'hui opposé au plan néo-capitaliste gaulliste ?

4° Si nous sommes d'accord pour mettre la réforme de l'enseignement au rang des objectifs prioritaires de la gauche, jugez-vous comme nous qu'il est insuffisant d'en chercher le moteur dans la seule affectation de crédits plus importants à l'Éducation nationale, mais que c'est l'ensemble des structures de notre enseignement qu'il convient de modifier pour assurer la promotion des milliers de travailleurs de la ville et des campagnes qui n'y ont pas accès ?

Camarades,

Voici nos questions. En vous les posant, le P.S.U. est certain d'exprimer le sentiment profond des milliers de militants et de travailleurs inquiets de voir à nouveau se créer la division des forces de gauche.

Face au pouvoir qui, fidèle à ses méthodes, va s'évertuer à transformer l'élection présidentielle en plébiscite, et pour échapper à ce nouveau piège, la gauche doit opposer à de Gaulle ou à son dauphin, non pas un homme sans programme qui ferait le jeu du gaullisme sans même parvenir à intéresser l'opinion, mais un candidat unique, porte-parole de ses idées et de ses solutions.

Persuadés que vous comprendrez l'importance de cette démarche, nous attendons vos réponses.

La discussion sera alors ouverte.

Dans cet espoir, nous vous prions de croire, Camarades, à nos sentiments socialistes.

Le Bureau national du P.S.U.

Centre et de quelques personnalités, mais vous savez bien que cela est insuffisant.

Votre candidature se trouve présentement dans une impasse. Non seulement le Parti communiste se prépare à présenter un candidat, mais un secteur important de la gauche socialiste politique ou syndicale n'entend pas participer à votre campagne.

Que vous reproche-t-on ?

● A Gaston DEFFERRE

Camarade,

Nous estimons que notre devoir au stade actuel de la campagne pour les élections présidentielles est de tout faire pour éviter qu'une fois de plus la gauche française ne détruise ses chances d'unité et d'efficacité politique par des divisions maladroites et inutiles.

Le Conseil national de notre Parti nous a mandatés pour prendre toutes les initiatives devant permettre la désignation d'un candidat unique de la gauche.

Nous serons envers vous d'une très grande franchise.

Lorsque vous avez été désigné par le Congrès national de la S.F.I.O., vous avez déclaré accepter cette mission afin d'être le candidat de toute l'opposition de gauche au régime gaulliste.

Nous sommes au regret de constater que vous n'êtes pas devenu ce candidat.

A ce jour, à part votre Parti, vous n'avez obtenu que l'appui de certains éléments du

D'avoir fait trop de concessions au nouveau style politique que le gaullisme cherche à imposer au pays.

De ne pas avoir axé votre campagne sur la présentation d'un programme politique aux options nettement définies, mais préparées et défendues, sans exclusive, par l'ensemble des forces socialistes.

Soyons précis :

Où ou non, considérez-vous que l'établissement d'un programme constitue « la priorité des priorités » pour le candidat qui entend représenter l'ensemble de la gauche ?

Où ou non, pensez-vous qu'un tel programme puisse être conçu en dehors de toute discussion avec les formations politiques et ouvrières de la gauche ?

Où ou non, êtes-vous décidé à rompre votre silence à l'égard de ces formations et à accepter de discuter avec elles, sur la base de propositions limitées mais précises et accompagnées d'engagements sur leurs modalités d'exécution ?

C'est parce qu'il est persuadé de la nécessité de cette procédure démocratique que notre Parti vous transmet les propositions votées par son dernier Conseil national.

Il est évident que, dans les circonstances actuelles, l'élaboration d'un programme fondamental portant sur l'ensemble des problèmes politiques, économiques et sociaux, pour aussi souhaitable qu'il soit, ne saurait être envisagée raisonnablement dans le délai qui nous sépare de l'élection présidentielle.

Le P.S.U., conscient de la difficulté d'une telle entreprise, n'entend pas non plus recourir aux formules trop classiques du catalogue ou du programme minimum, où le débat sur les véritables problèmes est toujours sacrifié à la recherche d'une fallacieuse unanimité.

Le Conseil national a considéré qu'il s'agissait en l'occurrence d'aborder au fond la discussion de quelques problèmes essentiels qui commandent notre avenir, et de chercher à dégager les options fondamentales qui s'imposent à la gauche.

Nous posons ces mêmes questions à la S.F.I.O., au Parti communiste et à l'ensemble des organisations populaires, afin de permettre que s'engage un vaste débat public, mais nous souhaitons savoir dès aujourd'hui si vous partagez nos préoccupations.

Nos questions sont les suivantes :

Pensez-vous que la bataille politique puisse s'engager sur la base d'une plate-forme du type de celle conçue par notre Parti, et portant sur les quatre points essentiels suivants :

1° Les institutions de la période de transition marquent la fin du pouvoir personnel et ouvrent la voie à la démocratie socialiste.

2° Les principes d'une politique d'indépendance européenne.

3° Les éléments d'un contre-plan économique et social.

4° Les données d'une réforme démocratique de l'enseignement.

Et, en particulier, pour chacun des points énumérés :

1° Quelles mesures entendez-vous proposer pour substituer au régime actuel de véritables institutions démocratiques ?

Quelles institutions nouvelles proposez-vous ? Comment concevez-vous le processus de cette alternative institutionnelle ?

Quelle est votre position concernant la Constitution de 1958 ? En proposez-vous le maintien, la modification ou l'abrogation ?

2° Ne pensez-vous pas que la création d'une Europe indépendante ne peut être valablement

envisagée que dans le cadre d'une politique de désengagement à l'égard des deux blocs militaires ?

3° Êtes-vous d'accord pour opposer à une politique économique entièrement entre les mains des féodalités du capitalisme une nouvelle politique affirmant nettement son orientation socialiste et proposant donc les réformes fondamentales de structure nécessaires ?

4° Si nous sommes d'accord pour mettre la réforme de l'enseignement au rang des objectifs prioritaires de la gauche, jugez-vous comme insuffisant d'en chercher le monnaie dans la seule affectation de crédits plus importants à l'Education nationale, mais que c'est l'ensemble des structures de notre enseignement qu'il convient de modifier pour assurer la promotion des milliers de travailleurs de la ville et des campagnes qui n'y ont pas accès ?

Camarade,

Voici nos questions. En vous les posant, le P.S.U. est certain d'exprimer le sentiment profond des milliers de militants et de travailleurs inquiets de voir à nouveau se créer la division des forces de gauche.

Face au pouvoir qui, fidèle à ses méthodes, va s'évertuer de transformer l'élection présidentielle en plébiscite, et pour s'échapper à ce nouveau piège, la gauche doit opposer à de Gaulle ou à son dauphin, non pas un homme sans programme qui ferait le jeu du gaullisme sans même parvenir à intéresser l'opinion, mais un candidat unique, porte-parole de ses idées et de ses solutions.

Persuadés que vous comprendrez l'importance de notre démarche, nous vous prions de croire, Camarade, à nos sentiments socialistes.

Le Bureau national du P.S.U.

La vie politique

ACTUALITÉS

Élections municipales : inquiétudes dans la Seine

Depuis quelques jours, les militants des sections P.S.U. de la Seine ont constaté un brusque malaise dans leurs rapports avec les sections du P.C.F. et de la S.F.I.O. Alors qu'un dialogue fructueux semblait s'amorcer sur le programme à définir en commun pour les prochaines municipales et sur le choix des candidats qui seraient les porte-parole de la coalition de gauche, le climat a soudainement changé. Nos militants ne reçoivent plus que des réponses évasives, leurs partenaires déclarent regretter le temps perdu mais être contraints d'attendre une décision des instances supérieures.

Au même moment, des bruits circulent avec persistance, qui pourraient fournir l'explication de ce retournement : on dit qu'au terme de longues tractations, les états-majors fédéraux du P.C. et de la S.F.I.O. auraient préparé un accord. Il s'agirait d'assurer, coûte que coûte, la réélection des conseillers sortants de l'un et de l'autre parti ; on se partagerait les sièges particulièrement dans les secteurs et les communes où une victoire de la gauche apparaît comme possible ; on donnerait à ce savant dosage l'allure d'une « Union de tous les républicains » en saupoudrant ici d'un « catholique de gauche », là d'un « radical antigauilliste ».

Certes, on comprend bien ce que la direction de la S.F.I.O. pourrait espérer tirer d'une telle opération : assurer, cette fois, le soutien du P.C. à ses sortants, dont beaucoup furent, en 1958, élus contre les communistes par l'U.N.R. ou la droite classique ; ce serait un assez beau tableau de chasse pour les stratèges du boulevard de Magenta. On voit aussi quel avantage tactique pourrait en tirer le P.C. dans la mesure où il espère pénétrer en force dans certains conseils municipaux dont il était jusqu'à présent exclu.

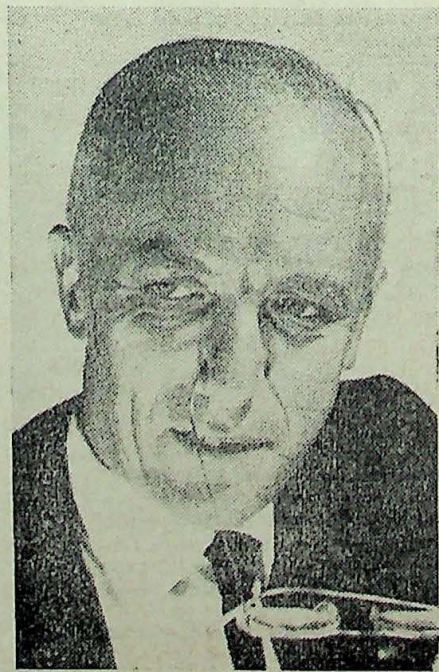
Mais ce qui est éblouissant, c'est l'avantage que l'U.N.R. tirerait d'un tel accord. Une fois de plus, et sans qu'aucune leçon ne semble porter ses fruits, on opposerait au régime gaulliste les seuls petits jeux du passé, les tractations d'états-majors qui démobilisent les travailleurs, les batailles sans programme et sans perspectives.

Ce qu'on ne voit pas du tout, en revanche, c'est comment il serait possible d'associer à une telle combinaison les militants syndicalistes, les animateurs des mouvements de jeunes ou des organisations populaires. Si l'on veut qu'ils s'engagent dans la bataille

— et leur concours est indispensable — il faut leur offrir autre chose. L'unité, bien sûr, est un moteur essentiel, à condition qu'elle se fonde sur les bases fermes d'un programme commun de démocratie communale, le seul que l'on puisse opposer à la mainmise de la technocratie gaulliste sur tous les organismes de la démocratie locale ; les candidats doivent être les porte-parole de ce programme, non les symboles d'un passé que personne ne veut restaurer. C'est cela qui s'appelle offrir une alternative au régime et donner à la gauche une perspective de renouveau et de victoire. Agir autrement, c'est faire le jeu du gaullisme.

Les socialistes répondent à « la réforme de l'entreprise » de Bloch-Lainé

Le dernier débat du Centre d'études socialistes de Paris avait pour objet le livre de BLOCH-LAINÉ consacré à « La Réforme de l'entreprise ». L'auteur a défendu loyalement, devant un auditoire socialiste, les idées qu'il avait émises dans son ou-



(Photo Keystone.)

BLOCH-LAINÉ
« Tout progrès est bon à prendre. »

vrage. Il en résuma les principales propositions : d'une part, réorganisation de l'entreprise privée aboutissant à la séparation des pouvoirs de direction et de contrôle (les directeurs étant indépendants vis-à-vis des actionnaires), d'autre part, suppression du secret des affaires permettant d'identifier les véritables centres de décision ; enfin, renforcement du syndicalisme dans l'entreprise et recours à un arbitrage extérieur en cas de conflit. Ces réformes doivent, selon l'auteur, aboutir à une démocratisation plus grande de l'entreprise ; elles sont peut-être insuffisantes, mais elles apporteraient déjà un progrès et « tout progrès est bon à prendre ».

Gilbert MATHIEU souligna les faiblesses de ce système ; en particulier, il constata la place infime réservée au pouvoir ouvrier dans la formule de Bloch-Lainé ; il émit des réserves sur la possibilité de démocratiser les entreprises au moment même où elles se concentrent et où les participations des unes dans les autres deviennent de plus en plus nombreuses ; il se montra inquiet du renforcement de l'« esprit maison » auquel aboutirait la « réforme de l'entreprise » ; enfin, il dénonça les inconvénients de l'indépendance des directeurs qui favoriserait l'épanouissement des technocrates.

Ernest MANDEL aborda le délicat problème de l'alternative entre réforme et révolution. Il ne dénia pas, certes, l'intérêt que présentent certains aménagements, comme la suppression du secret des affaires. Mais il émit la crainte que les réformes ne démobilisent la conscience de classe des travailleurs, qu'elles leur fassent perdre de vue l'objectif essentiel, c'est-à-dire la réalisation globale du socialisme, et qu'elles n'émoussent leur sens de la lutte des classes. L'aliénation du travailleur ne pouvant être supprimée que par l'abolition de la propriété privée, c'est ce but qu'il faut atteindre dans son ensemble, les améliorations de détail constituant un danger d'intégration pour les travailleurs et permettant bien souvent la consolidation du capitalisme.

La discussion entre les orateurs tourna ensuite autour de la notion de « réforme révolutionnaire », préconisée par André Gorz (dans *Stratégie ouvrière et néocapitalisme*), c'est-à-dire la réforme qui met en cause les structures capitalistes, tout en ouvrant à la classe ouvrière la perspective concrète du socialisme.

Cette différenciation entre réformes utiles au socialisme et réformes dangereuses ne devrait d'ailleurs jamais être perdue de vue, surtout à l'heure actuelle où le P.S.U. élabore son contre-plan.

Yves Durrieu.

Manifestations des travailleurs de la Thomson

Le 19 novembre, à 11 h. 30, trois mille salariés de la Thomson et de ses filiales, S.N.E.R.I. et Thomson Automatismes, ont manifesté dans la rue, de la gare Saint-Lazare à la place de l'Opéra.

Ces salariés des usines de Gennevilliers, Bagneux, Sartrouville, de la rue des Orteaux (Paris-XX*), de Chateaufort et du Centre de la rue de Nanterre (Paris-XV*) manifestaient pour :

1) leurs salaires : 100 F par mois d'augmentation ;



(Photo Kagan)

100.000 papillons distribués.

- la réduction des horaires de travail ;
 - révision de la convention : retraite, reconnaissance du statut des agents techniques électroniciens, mensualisation du personnel payé à l'heure ;
 - droit syndical ;
 - fonds de garantie de ressources.
- Au cours de cette manifestation, des slogans furent criés, tels que « Thomson peut payer ». Cent mille papillons expliquant les revendications furent diffusés.

À midi, la manifestation se terminait, chacun retournant à son travail.

Le Comité intersyndical C.F.D.T. (C.F.T.C.) - C.G.T. de ces six usines, qui avait organisé cette manifestation, attend de la direction générale l'ouverture de discussions.

Renseignements : Stromph, 114, rue des Monts-Clairs, Colombes (Seine). Téléphone : Stromph ou Roger Cérat 966-33-40.

LE CONTRE-PLAN DU P.S.U. : une arme pour l'opposition socialiste

Conformément au mandat qui lui avait été donné par le Congrès national de la Grange-aux-Belles, le Bureau national a présenté lundi à la presse le contre-plan que le P.S.U. oppose au projet gouvernemental de V^e Plan.

La Commission économique du Parti, groupant économistes, syndicalistes et membres du Bureau national, a précisé les différents chapitres du contre-plan suivant les options

retenues par le Conseil national de Lyon. Elle poursuivra ses travaux, en liaison avec les instances régulières du Parti, pour approfondir, dans le détail, les mesures préconisées, notamment en ce qui concerne l'application des réformes de structures.

Tel quel, le contre-plan constitue dès maintenant une base de discussion proposée à nos partenaires du Front socialiste. Le débat doit

être porté devant les travailleurs pour organiser l'unité dans les luttes revendicatives actuelles autour des thèmes du contre-plan. Naturellement, celui-ci est susceptible d'être amendé et complété, aussi bien par le Parti que par les formations auxquelles nous nous adressons. La discussion est ouverte. Poursuivons-la dans l'action.

Au moment où le Parlement commence l'examen du projet gouvernemental d'« Options pour le V^e Plan », le P.S.U. tient à rappeler son opposition à ce projet et à formuler de façon détaillée les bases du contre-plan qu'il propose comme plate-forme commune à l'ensemble des forces de gauche françaises, syndicales et politiques.

La tactique gouvernementale consistant à faire croire à l'opinion que seul le Gouvernement propose un avenir économique et social précis aux Français et que seul son projet de plan est possible, le P.S.U. entend démontrer, chiffres à l'appui, que le choix gaulliste non seulement n'est pas le seul possible, mais encore qu'il est l'un des plus mauvais qui soient pour les milieux populaires et qu'il freine le développement économique du pays.

Il suffira de comparer les orientations proposées par le gouvernement à celles que le contre-plan permettrait d'adopter pour constater que le Pouvoir a délibérément refusé aux travailleurs la satisfaction de leurs revendications les plus

légitimes. Qu'il s'agisse de la durée du travail, de la consommation individuelle, du niveau des bas salaires, de celui des prestations sociales et familiales ou encore du rythme de construction de logements, d'écoles, d'hôpitaux, de stades, le gouvernement a volontairement sacrifié les intérêts des classes populaires, qui constituent pourtant la grande majorité de la nation.

Par son contre-plan qu'il soumet

à la discussion de l'ensemble des forces de gauche, le P.S.U. entend montrer que satisfaction pourrait être donnée aux revendications essentielles du monde du travail : le niveau de l'économie française et ses possibilités de progrès le permettent. A condition, bien entendu, que l'expansion soit orientée vers la satisfaction des besoins du plus grand nombre et non vers le profit des classes privilégiées.

teurs improductifs, le refus des réformes de structures alourdissent l'économie française au moment où elle aurait plus que jamais besoin de dynamisme et de rajeunissement.

2° Le projet gouvernemental refuse la réduction légale de la durée du travail, réclamée à juste titre par les travailleurs. Alors que la France est un des pays européens où l'on travaille le plus longtemps, le Gouvernement refuse — en dépit de l'avis exprimé par le Conseil Economique il y a un an — de réduire les horaires hebdomadaires de travail. Il se contente de... faire confiance au patronat pour abaisser la durée du travail.

3° Le projet gouvernemental aggrave les inégalités sociales en France en limitant à 3 p. 100 environ la hausse annuelle moyenne des salaires, alors que les profits des sociétés pourront progresser de 10 p. 100 par an, voire davantage.

Il ne prévoit aucune mesure de « rattrapage » en faveur des bas salaires des travailleurs du secteur public et des régions défavorisées,

I. — POURQUOI LE PSU REFUSE LE PROJET DE V^e PLAN ET LA DÉPLANIFICATION GAULLISTE

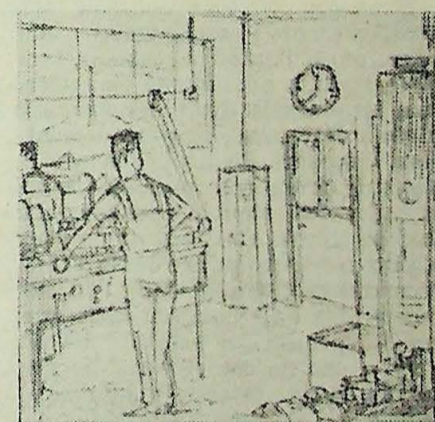
Comme l'ensemble des confédérations syndicales et la plupart des

organisations familiales, le P.S.U. rejette le projet de V^e Plan présenté par le Gouvernement. En voici les raisons :

1° Le projet gouvernemental se contente d'une expansion nationale de 5 p. 100 par an par refus d'une intervention vigoureuse de l'Etat dans les domaines où le capitalisme entend garder les mains libres. Cette limitation à un taux de croissance plus faible que celui des années précédentes est d'autant plus anormale que le projet gouvernemental rejette en même temps la réduction légale de la durée du travail. En refusant de porter atteinte aux structures capitalistes de l'économie française, le gaullisme est conduit à redouter une forte croissance, par crainte d'une inflation qu'il se sait incapable de juguler.

Or ce refus frustrera la nation d'une production de plusieurs milliers de milliards d'anciens francs entre 1966 et 1970. Pour mesurer l'ampleur de cette perte, il suffit de rappeler que l'élévation de 1 p. 100 du rythme annuel de croissance pourrait procurer à l'économie française quelque 6.500 milliards d'anciens francs de richesse supplémentaire durant les cinq ans du plan : près de dix fois le coût total des H.L.M. et des constructions scolaires de cette année.

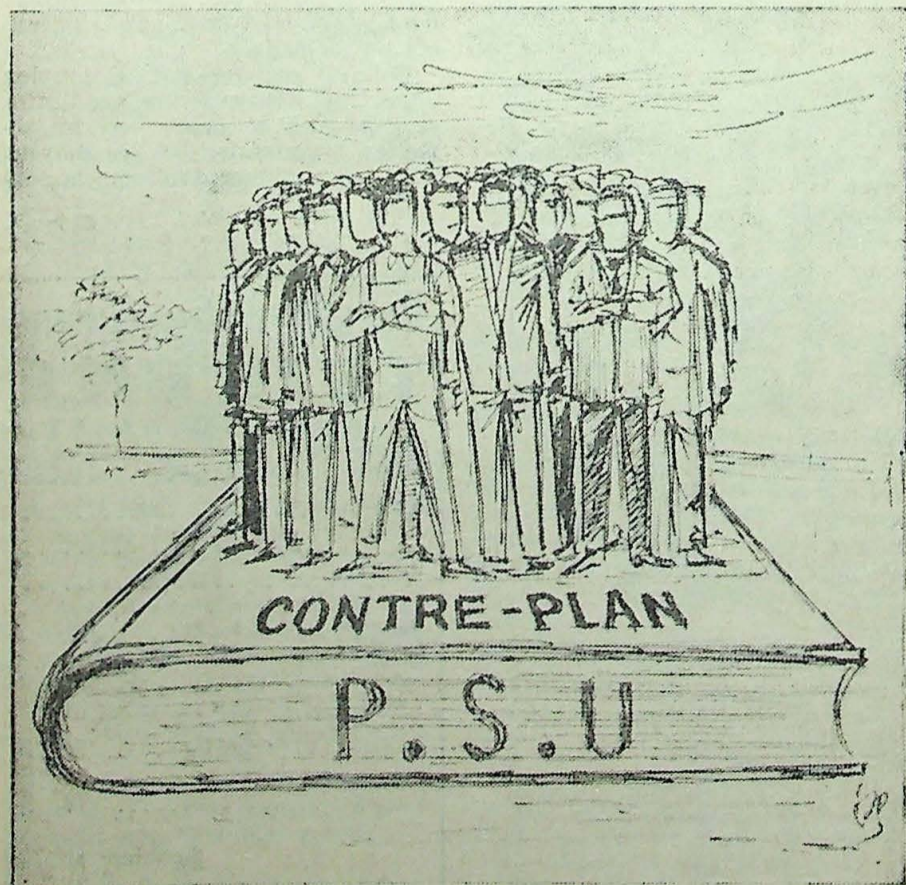
Ce n'est pas seulement, d'ailleurs, le rythme de l'expansion française qui est restreint par le choix gaulliste, mais aussi la qualité de cette expansion. L'accent mis sur des sec-



Le projet gouvernemental refuse la réduction légale de la durée du travail...

enfin des familles, que l'évolution des dernières années a constamment pénalisées. Il ralentit, au contraire, l'évolution des prestations sociales et familiales, ce qui aboutira à priver les vieux, les malades et les familles de 1.200 milliards d'anciens francs en cinq ans !

Ainsi non seulement le projet gouvernemental refuse de réduire les inégalités sociales, mais encore il les consolide et les aggrave en proposant une « politique » des revenus qui n'est qu'une simple police des salaires.



Le P.S.U. propose les bases du contre-plan comme plate-forme commune à l'ensemble des forces de gauche.

4° En revanche, sous prétexte de « vérité des prix », le projet gouvernemental préconise une politique qui consiste à majorer indistinctement tous les tarifs publics, au mépris, d'ailleurs, de sa propre politique de « stabilisation » et avec l'évident souci de se dégager ainsi de toute responsabilité dans le financement des investissements du secteur public.

5° Le projet gouvernemental sacrifie à sa politique d'armement na-



...aggrave les inégalités sociales...

claire et de prestige l'équipement collectif du pays. Les dépenses militaires, qui ont déjà augmenté de 63 % pendant les cinq dernières années, progresseront encore de 35 %

à 38 % (selon la façon de calculer).

Mais, dans le même temps, l'énorme retard des équipements sociaux collectifs ne pourra pas être rattrapé : la crise du logement, qui frappe un Français sur quatre, ne sera pas résolue ; les écoles continueront à manquer ; la misère des hôpitaux restera la plus grande d'Europe ; des centaines de stades populaires seront sacrifiés au « grandiose » stade de 100.000 places ; la recherche scientifique demeurera négligée...

6° Enfin, le projet gouvernemental préconise le développement de l'autofinancement, c'est-à-dire des profits que les entreprises réinvestissent sur place ou dans leurs filiales. C'est encourager le patronat à prélever une dîme supplémentaire sur les salariés (qui auraient pu être davantage augmentés) ou sur les consommateurs (qui auraient pu bénéficier de prix moins chers) pour le seul profit en capital des actionnaires (propriétaires des entreprises ainsi agrandies et modernisées). C'est aussi renforcer le pouvoir économique et politique du grand patronat qui étend ainsi, sans contrôle, les dimensions de son emprise.

Les entreprises à grand profit pourront ainsi développer sans contrôle des investissements peu nécessaires au pays, alors que d'autres plus utiles ne seront pas réalisés.

Le gouvernement gaulliste "déplanifié"

Cette nouvelle forme de restauration des mécanismes privés de financement complète l'entreprise de « déplanification » poursuivie avec persévérance depuis plusieurs années par les gouvernements gaullistes. Sous l'inspiration de financiers réactionnaires comme Rueff ou de politiciens conservateurs comme Pinay, Pompidou et Giscard d'Estaing, le pouvoir a progressivement démantelé les mécanismes financiers de la planification française, mis en place durant les quinze années précédentes.

Depuis 1958, l'équipe gaulliste développe son entreprise de sape des mécanismes inventés pour assurer — encore insuffisamment, d'ailleurs — une certaine conformité des décisions d'investissements aux exigences du Plan. Elle a commencé par réduire le rôle de l'Etat dans le financement et le contrôle des investissements ; maintenant, elle prône tantôt l'autofinancement, tantôt le recours au marché financier, mais toujours le droit des groupes privés à déterminer souverainement, selon le critère du profit, la répartition de leurs ressources financières entre les emplois possibles. Le Plan se trouve ainsi réduit de plus en plus à n'être qu'une vaste étude de marché, chargée seulement de donner plus de sécurité à la formation des profits des sociétés. Là où il n'y a pas de contrôle public des investissements prioritaires du pays, il n'y a pas de plan véritable.

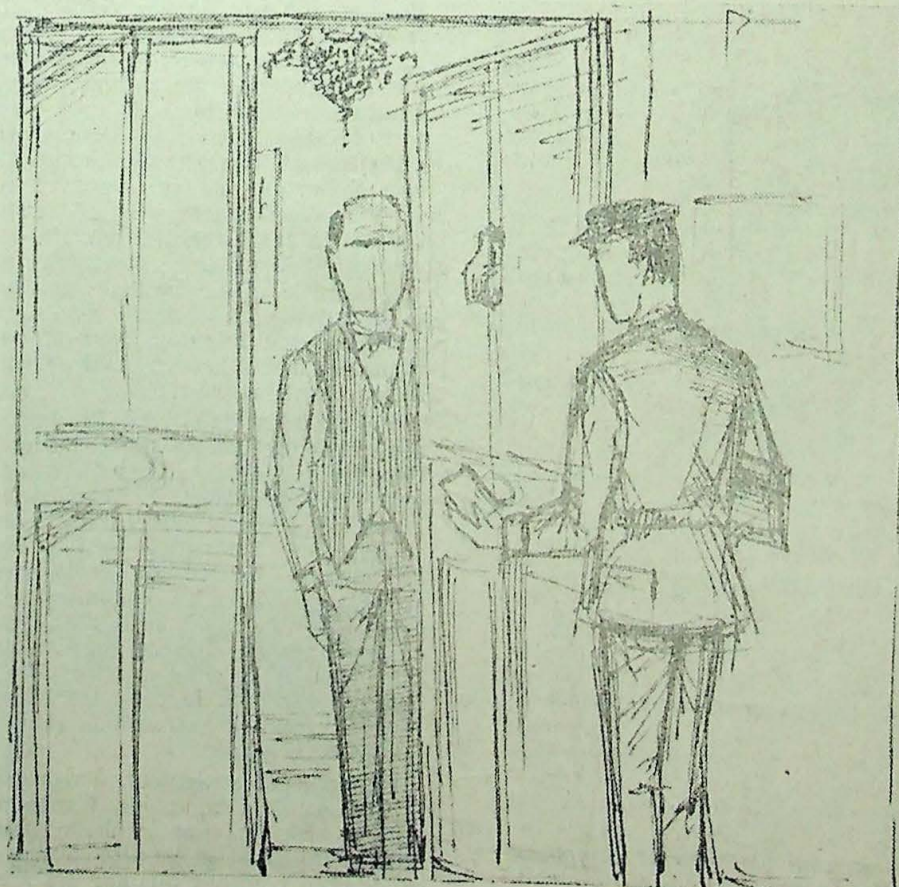
Tout en étant socialement condamnable, le projet gouvernemental est donc, financièrement, incertain. Tout donne à penser que ses objectifs — bien que modestes en plusieurs domaines — seront difficilement atteints. Et cela d'autant plus que l'hostilité syndicale à ce projet est générale et que le patronat tient à garder sa liberté d'action malgré le Plan.

Déjà les objectifs du III^e Plan n'avaient pu être tous atteints, faute en particulier d'une orientation appropriée des financements de l'investissement. Les prévisions du IV^e Plan — le Gouvernement vient de l'avouer — seront moins vérifiées encore : retard de 22 % dans l'équipement urbain, de 19 % dans l'équi-

pement culturel, de 9 % dans l'équipement scolaire (pourtant fort minoré dans les objectifs du IV^e Plan) Ce n'est pas une coïncidence si les retards les plus graves dans l'exécution du Plan concernent précisément les secteurs où l'Etat devait intervenir le plus énergiquement.

C'est la rançon naturelle — et voulue — d'une « déplanification » systématique qui a privé l'Etat de plusieurs de ses moyens d'intervention pour laisser le capitalisme bancaire et les grands intérêts financiers reprendre, sous couvert d'économie libérale, la place qu'ils avaient perdue après la collaboration et la guerre.

Cette orientation rétrograde ne pouvait protéger le pays contre l'inflation. Celle-ci s'est développée durant le III^e Plan, puis pendant le IV^e. Pour la freiner, le Pouvoir



...ne prévoit aucune mesure pour le rattrapage en faveur des bas salaires.

s'est contenté — comme jadis les « libéraux » de la même école — de comprimer la consommation des classes populaires et de ralentir l'expansion. Le gouvernement a ainsi avoué sa propre impuissance à respecter son plan. La déplanification

g'accentuant, le V^e Plan risque d'être encore moins appliqué que les précédents.

C'est avec cette évolution si manifestement contraire à l'intérêt des masses que veut rompre le P.S.U. en lançant son contre-plan.

Pourquoi un contre-plan ?

La présentation de ce contre-plan a une double nécessité :

— montrer que les choix gaullistes ne sont ni les seuls possibles dans la France d'aujourd'hui, ni les meilleurs, bien au contraire ;

— permettre à l'ensemble des forces de gauche de se mobiliser autour d'un objectif global à court et moyen terme, définissant quel progrès économique et social peut être réalisé par les classes populaires dans l'état de développement de notre pays.

L'objet du contre-plan que nous présentons, en opposition au V^e Plan gaulliste, est donc triple :

1° Le contre-plan définit en premier lieu les *objectifs économiques et sociaux prioritaires* que peuvent s'assigner les forces syndicales et politiques de gauche pour la période des cinq prochaines années couvertes par le V^e Plan (1966-1970). Il diffère en cela des catalogues revendicatifs traditionnels, dont la longue énumération décourage la recherche des priorités. Il constitue, au contraire, un choix clair — caractéristique de tout Plan — des revendications les plus légitimes, en même temps qu'une perspective commune aux diverses luttes revendicatives.

2° Le contre-plan cherche à montrer ce qui est possible durant le prochain quinquennat, en chiffrant le coût des revendications retenues et en intégrant leur satisfaction dans le développement économique national. Il répond donc, comme tout plan digne de ce nom, aux règles de cohérence hors desquelles le risque démagogique ou inflationniste est certain. Le tableau qu'on lira en Annexe montre que le « test de cohérence » de notre contre-plan a été passé avec succès.

3° Le contre-plan énumère, en conséquence, les conditions de sa réussite. Loin d'être une simple suite de réclamations ou de réformes sociales, il précise les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à son application : *moyens humains, techniques, financiers, réformes de*

structures à opérer... Définissant les obstacles à aplanir dans la société actuelle, il indique comment le faire, conduisant ainsi des luttes revendicatives immédiates à la contestation plus profonde des structures économiques et politiques de la société capitaliste.

Loin de constituer un ajustement ou une rectification du V^e Plan gaulliste, le contre-plan que présente le P.S.U. est un moyen de lutte contre le néo-capitalisme. Il n'a pas pour but d'intéresser les seuls techniciens de l'économie — à qui il offre une esquisse de rechange du V^e Plan gaulliste — mais d'abord et surtout de faciliter, de coordonner, donc d'intensifier la lutte des travailleurs contre l'orientation réactionnaire du Pouvoir. Il leur offre un objectif global de lutte



...ralentit les prestations sociales aux vieux et aux malades...

économique et sociale, aussi bien au sein des entreprises qu'au niveau de l'économie nationale tout entière.

Ce n'est certes pas le programme économique de la société socialiste de demain. Mais le contre-plan constitue un pas important vers elle : à la conception capitaliste du Pouvoir favorable aux riches et fondée sur le maintien des structures actuelles, il oppose une autre conception qui ouvre la voie au développement socialiste. Ce contre-plan conduit à d'autres qui le compléteront dans le temps et jalonneront l'avancée au socialisme.

Celle-ci suppose une discussion approfondie entre forces syndicales et politiques de gauche sur les objectifs à poursuivre et les moyens pour les atteindre, bref, sur le con-



Bulletin d'abonnement
TRIBUNE
SOCIALISTE

NOM
Adresse
.....
.....

Désire s'abonner

Pour une durée de
(Rayer les mentions inutiles.)
Soutien : à partir de 70 F
1 an 35 F
6 mois 18 F

Signature :

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e
C.C.P. PARIS 5826-65

tre-plan. **Sout**, aucun syndicat ne peut, en France, renverser le cours des choses et empêcher le néo-capitalisme gaulliste de faire prévaloir ses vœux. Groupées, les forces de gauche peuvent y parvenir. Elles doivent donc définir en commun les buts et les moyens de leur lutte. C'est dans cet esprit que le P.S.U. présente les propositions qu'on va lire : elles sont sa contribution à la définition des objectifs et des

moyens de lutte de toute la gauche. Elles appellent critique, discussion, amélioration.

Aussi bien le P.S.U. ne revendique aucun droit d'auteur, ni sur l'idée du contre-plan, ni sur tel ou tel point de son contenu. Avant ou après lui, d'autres en ont eu le souci, au Conseil Economique, dans des assemblées politiques, dans les syndicats. L'écho qu'ont eu leurs propos montre que la voie est bonne.

2. — LES OBJECTIFS CHOISIS DANS LE CONTRE-PLAN

Les objectifs que le P.S.U. assigne au contre-plan sont triples : assurer durant la prochaine période quinquennale le droit au bien-être pour tous ; réduire sérieusement les inégalités flagrantes entre Français qui s'aggravent actuellement ; enfin, faire couvrir par la collectivité une part croissante des besoins sociaux des Français en donnant la priorité aux équipements collectifs, que néglige le capitalisme.

Mais il ne saurait être question, pour autant, de sacrifier l'indépendance nationale à la poursuite de ces objectifs. Le P.S.U., s'il ne méconnaît pas les avantages que peut apporter l'association avec d'autres économies, tient cependant à ce que la France garde une certaine auto-

nomie à sa politique et ne s'associe qu'à des partenaires poursuivant les mêmes buts qu'elle. Notre pays a d'ailleurs été trop longtemps dépendant des Etats-Unis pour que nous négligions le danger de nouvelles aliénations. Le P.S.U. a donc retenu comme objectif international du contre-plan l'équilibre de nos échanges extérieurs et le contrôle des capitaux étrangers (le tableau des ressources et des emplois de la nation, qu'on lira en annexe, prévoit même un léger excédent des échanges extérieurs en 1970 : 0,50 milliard de francs actuels).

Cette remarque essentielle faite, voici les trois séries d'objectifs du contre-plan :

A. - Assurer le droit au bien-être pour tous

A cette fin, cinq choix sont effectués :

1° Réduction de 10 % de la durée hebdomadaire du travail.

Au lieu de la simple réduction « spontanée » (par conventions collectives) de 4 h. 30 de la durée hebdomadaire du travail, inscrite dans le V^e Plan gouvernemental, le contre-plan prévoit une réduction de 4 h. 30 des horaires de travail, conformément aux revendications des travailleurs d'un retour progressif aux 40 heures effectives.

Cette réduction se fera en combinant l'action contractuelle (conventions collectives par branches) et l'action législative et réglementaire (abaissement des horaires maxima autorisés ; compensation obligatoire par des congés supplémentaires des heures travaillées au-delà de la moyenne légale ; incitations fiscales et financières visant à encourager les réductions d'horaires opérées par des conventions collectives).

2° Fixation à 60 ans du droit à la retraite (au lieu de 65 ans).

De la sorte, les travailleurs auront le choix, à cet âge, entre la retraite (majorée, comme on verra plus loin) et la continuation du travail (s'ils en ont le goût et la force).

3° Majoration prioritaire du S.M.I.G. et de la retraite minimum : S.M.I.G. à 100 F par mois et retraite minimum à 250 F.

Cela représente, en cinq ans, une augmentation du S.M.I.G. des deux tiers environ et un doublement de la retraite minimum. Ces hausses prioritaires traduisent la volonté de garantir à tous un revenu minimum décent. Plusieurs millions de vieux profiteront du relèvement substantiel des retraites et deux à trois millions de petits salariés de la forte majoration du S.M.I.G.

4° Cela implique un taux de croissance élevé : 5,5 % par an (au lieu de 5 % dans le projet gouvernemental).

Un tel taux est nécessaire pour satisfaire dans un délai raisonnable les légitimes aspirations des classes populaires. Certes, une meilleure répartition entre les Français des fruits de l'expansion nationale per-

mettrait déjà, vu le niveau de développement de notre pays, de satisfaire bien des besoins prioritaires ; mais elle ne saurait suffire à tout. La poursuite de la croissance la plus rapide possible est nécessaire pour développer à la fois les consommations insuffisantes, les investissements indispensables et les équipements collectifs qui font tragiquement défaut.

La croissance de 5,5 % par an,



...méprise la politique de « stabilisation des prix »...

malgré la réduction de la durée du travail acceptée plus haut, est possible dès lors que sont décidés simultanément :

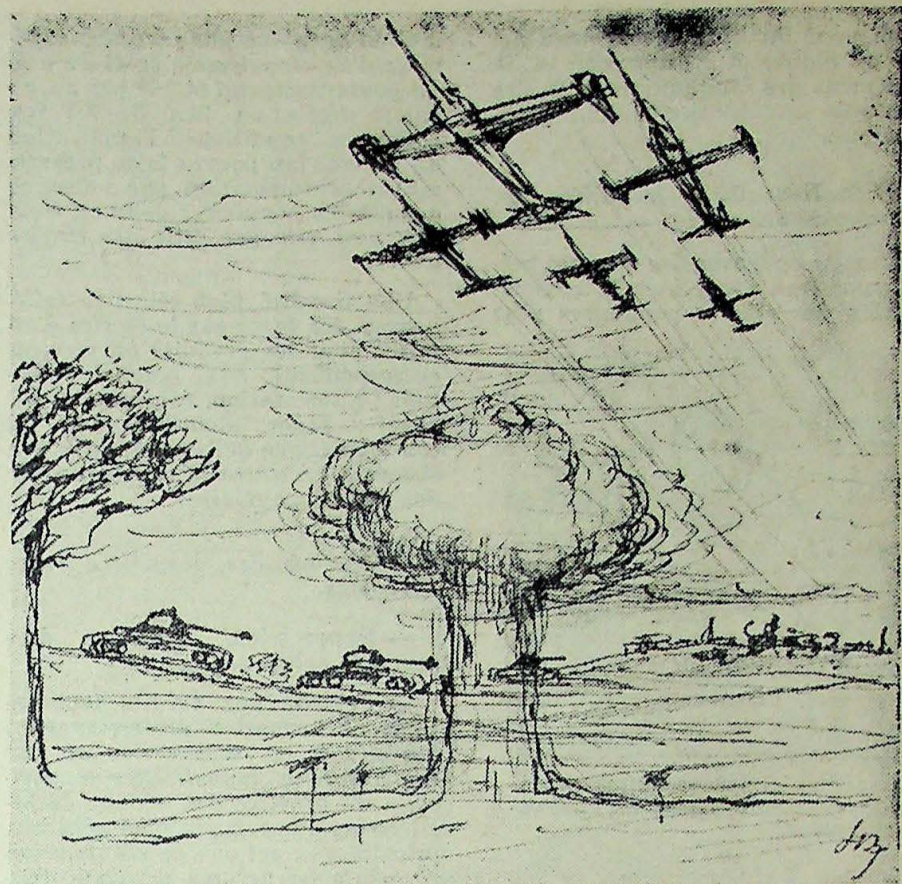
— le plein emploi des disponibilités actuelles de main-d'œuvre, chiffrées par la commission compétente du Plan à quelque 500.000 personnes (que les conditions actuelles du marché du travail : salaires et durée des horaires, découragent de s'employer) ;

— le recours accru (envisagé par le rapport gouvernemental) à la main-d'œuvre féminine et à l'immigration étrangère (les précautions étant prises pour que ce recours ne pèse pas sur les taux de salaires) ;

— enfin, l'augmentation des investissements productifs et les réformes de structures qui libéreront une productivité supplémentaire actuellement négligée.

On trouvera en annexe les éléments chiffrés correspondant au choix de ces hypothèses.

La question se pose de savoir si la France peut durablement adopter



...sacrifie à sa politique d'armement nucléaire et à ses dépenses militaires...

un taux de croissance supérieur à celui de ses partenaires du Marché commun. Dans l'hypothèse (probable) d'une libération accrue des échanges en Europe, le risque existe, effectivement, de voir la lenteur de certaines croissances étrangères freiner notre expansion (par le biais du commerce extérieur ou des tensions sur l'emploi). Mais l'expérience montre que des disparités de croissance peuvent — à condition de ne pas être trop fortes — subsister entre nations économiquement associées ; le P.S.U. ne prend, d'ailleurs, pas son parti de l'absence de planification européenne : pendant le prochain quinquennat, tout devrait être fait pour que la planification, telle que nous la proposons pour la France, impulse un début de planification commune en Europe, sous un contrôle démocratique et avec une participation réelle.

5° Une croissance rapide, à base de productivité élevée, nécessite à son tour un effort accru d'investissement de la part des entreprises.

Le contre-plan prévoit à cet effet une croissance supérieure d'environ un cinquième à celle retenue par le projet gouvernemental. En cinq ans, les investissements productifs des entreprises s'accroîtraient ainsi de près de 40 % (les conditions de financement et d'appropriation de cet effort collectif sont précisées plus loin, dans la 3^e partie : « Comment atteindre nos objectifs ? »)

De façon systématique, la priorité sera donnée aux investissements du secteur public, secteur qui, d'une part, respecte plus facilement le Plan que le patronat privé et, d'autre part, constitue un outil essentiel pour réduire la place du capitalisme dans l'économie nationale.

B. - Réduire les inégalités sociales

Les inégalités sont actuellement énormes en France : de 1 à plus de 500 pour les revenus nets (après impôt progressif). Les statistiques montrent que les salariés agricoles ont un revenu inférieur de moitié à celui de la moyenne des Français, les vieux et les petits exploitants agricoles un revenu inférieur du quart... A l'inverse, les patrons, les membres des professions libérales, les cadres supérieurs ont, en moyenne, le double du revenu moyen. Et cette disparité ne fait que s'aggraver.

Le contre-plan se fixe l'objectif inverse : réduire les inégalités. Il y parviendra déjà en partie par le relèvement du S.M.I.G. et des retraites dont il a été question plus haut. Le contre-plan poursuit trois autres séries de buts pour parvenir à ce résultat :

1° Réduction des disparités des revenus.

— Augmentation des salaires un tiers plus rapide que celle des profits des entreprises individuelles. Le projet gouvernemental les traite de la même façon.

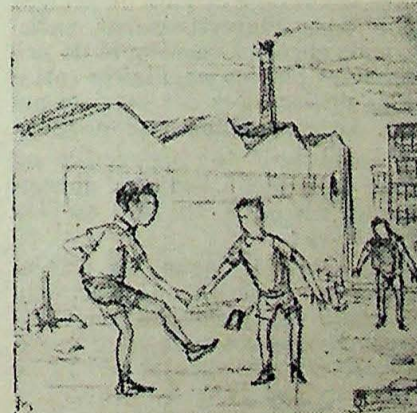
— Augmentation plus rapide des bas salaires que des hauts salaires (par le jeu de conventions collectives portant sur les salaires réels et garantissant aux bas salaires au moins le taux moyen de progression salariale).

— Parité d'évolution (après rattrapage) des salaires entre secteur

public et secteur privé ; égalité des salaires entre sexes.

— Contrôle strict des profits des sociétés et fiscalité accrue sur les hauts revenus (lutte contre la fraude et les privilèges fiscaux).

— Progression des revenus des agriculteurs plus rapide que celle



...préfère le stade de 100.000 places aux terrains de jeux pour la jeunesse.

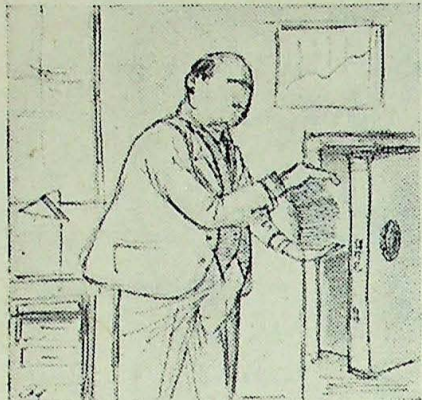
des salaires, mais variable : ce rattrapage sera de 2 % pour les petits agriculteurs à 0 % pour les gros agrariens.

— Amélioration des prestations sociales et familiales (indexées sur le salaire moyen), dont la masse augmentera de 45 % en cinq ans (le gouvernement a refusé cette progression qu'il limite à 38 % seulement) ; création du présalaire étu-

diant pour faciliter l'accès des classes populaires à l'Université (6 % seulement des étudiants et 2 % des élèves de grandes écoles sont d'origine ouvrière).

2° Réduction des inégalités de consommation.

La mise en œuvre des mesures précédentes fera progresser la consommation des classes populaires plus



Le projet gouvernemental préconise le développement de l'autofinancement.

vite que celle des classes privilégiées.

Le contre-plan fixe, d'autre part, un taux de croissance de la consom-

mation moyenne par personne supérieur d'un cinquième à celui du projet gouvernemental (4,2 % par an, en valeur réelle, au lieu de 3,5 %). Dans ces conditions, l'application du contre-plan pourra faire progresser la consommation par personne des classes populaires deux ou trois fois plus vite que celle des classes aisées.

Une fiscalité plus sélective (allègement des taxes sur le chiffre d'affaires pour les produits ou services correspondant aux besoins essentiels : alimentation, équipement ménager ; taxes alourdies sur les consommations de luxe) contribuera encore à accroître la consommation des classes populaires.

3° Réduction des inégalités entre régions.

— Suppression législative des zones de salaires.

— Priorité aux crédits (subventions et formation professionnelle) destinés à la reconversion et aux implantations industrielles et agricoles au bénéfice des régions déshéritées et, d'une façon plus générale, priorité aux actions de réanimation régionale (structures urbaines d'accueil, infrastructure régionale, modernisation de l'agriculture...) qui permettront de réduire les inégalités de salaires effectifs.

C. - Fournir aux Français les équipements collectifs nécessaires à une satisfaction croissante de leurs besoins sociaux par la collectivité.

La recherche du profit conduit fort logiquement le capitalisme — et la société qu'il inspire — à négliger les équipements collectifs au profit de la consommation et de l'équipement individuels. Sous la pression syndicale, le IV^e Plan d'abord, puis le projet de V^e Plan ont amorcé un changement d'orientation à cet égard. Mais il n'existe aucune garantie quant à sa réalisation et, de toute façon, les propositions demeurent beaucoup trop timides, aussi bien sur le plan des objectifs que sur celui des moyens.

Le contre-plan propose d'aller beaucoup plus loin, restant fidèle en cela non seulement à son souci d'accroître davantage la part du secteur public dans l'investissement national, mais encore à sa volonté de privilégier les classes populaires (principales utilisatrices des services publics). Le contre-plan fixe donc :

— un objectif de construction supérieur de moitié à l'objectif gouvernemental (+ 51 % en 1970 au lieu de + 34 %) ;

— un objectif pour les autres équipements collectifs (écoles, stades, hôpitaux, recherche scientifique) supérieur de près du tiers à l'objectif gouvernemental (+ 70 % en 1970 au lieu de 54,5 %).

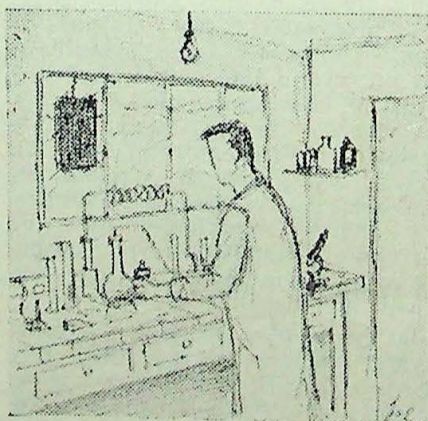
1° Construction.

Le taux de croissance adopté pour les investissements relatifs au logement (8,6 % par an) permettra d'atteindre en 1970 le rythme de 550.000 logements par an (+ 43 % par rapport à 1965), dont 300.000 H.L.M. locatives et 100.000 logements sociaux aux loyers un peu plus chers. Il permettra simultanément d'améliorer de 6 % environ la qualité et le confort des logements construits.

Le projet gouvernemental prévoit 470.000 logements seulement par an,

en 1970, sans privilégier, d'ailleurs, les H.L.M. L'accélération préconisée par le contre-plan est indispensable pour donner le plus vite possible un logement décent aux trois millions de familles actuellement mal logées et pour donner un foyer aux millions de jeunes qui vont arriver à l'âge du mariage d'ici à 1970.

Une priorité identique sera donnée à la politique d'équipement ur-



La recherche scientifique est négligée dans le Plan gaulliste.

bain (en particulier à son aspect foncier), de façon à rendre cohérent le développement des villes, sous tous ses aspects, durant les prochaines années.

2° Enseignement et recherche scientifique.

Une priorité est également réservée à ces secteurs par le contre-plan qui met au premier plan les constructions de l'enseignement technique et de l'enseignement universitaire, particulièrement en retard sur les besoins. Les constructions du premier degré ne sauraient

pour autant être négligées, puisqu'une classe sur cinq a encore plus de 35 élèves et que les migrations de populations accroîtront considérablement les besoins en ville d'ici à 1970.

La formation et la nomination d'enseignants devront évidemment aller de pair avec la construction de locaux. Un effort spécial sera fait pour le logement des étudiants : un étudiant sur huit seulement peut être logé dans les cités universitaires.

Priorité aussi pour la recherche scientifique, qui absorbe actuellement une part du revenu national inférieure de moitié à celle des autres grandes nations. Le contre-plan réserve à ce secteur une place privilégiée, par transfert des économies réalisées dans le domaine de la recherche nucléaire militaire.

3° Hôpitaux publics et centres de soins.

La « grande misère des hôpitaux français » n'est plus à rappeler : leur capacité d'hébergement ne s'est pas accrue pendant le demi-siècle qui précéda les années 50, bien que les besoins aient augmenté de plus de moitié (population plus nombreuse, longévité accrue, traitements hospitaliers plus longs...) ; depuis 1958, un petit effort a été fait (210.000 lits actuellement au lieu de 180.000 au début du siècle), notablement insuffisant par rapport aux besoins. En qualité, l'équipement français est encore plus déplorable : la moitié seulement des lits actuels sont situés dans des salles conformes aux normes de confort thérapeutique ; le reste doit être réformé ou remplacé. Faut-il rappeler que les salles d'hospices inaugurées par... Louis XIII sont toujours en service ?

Le contre-plan prévoit un triplement de l'effort fait durant le IV^e Plan, de façon à pouvoir non seulement suivre l'accroissement des besoins d'hospitalisation dus à la poussée démographique (environ 50.000 lits), mais encore à rattraper le retard pris les années précédentes : l'équivalent de 30.000 lits à rénover et de 80.000 à remplacer (le projet gouvernemental prévoit une quinzaine d'années pour y parvenir).

4° Les autres équipements collectifs.

Faute de pouvoir énumérer ici toutes les rubriques d'équipements collectifs à privilégier, notons encore :

— la priorité à donner aux transports collectifs (métro, autobus, chemins de fer de banlieue), routes rapides de dégagement vers les banlieues ;

— l'effort à faire en faveur du sport et de la culture populaires (stades nombreux, maisons de jeu-

nes, enseignement post-scolaire...), de façon à donner à la jeunesse, dont le rôle grandit dans la nation, les moyens de satisfaire son goût de l'effort, de la culture, des responsabilités ;

— enfin l'aide à apporter au tourisme social (maisons familiales de vacances notamment : la majorité des ouvriers et des employés ne partent pas en vacances en raison du prix des séjours) et aux loisirs populaires (appelés à se développer rapidement en raison de la réduction des horaires de travail et de l'élevation du niveau de vie des masses).

Mais la nation ne saurait se réserver intégralement les fruits de son expansion, alors que la majorité de l'humanité a encore faim et que les pays en lutte pour leur développement manquent de technique, de capitaux, de spécialistes pour sortir du cercle vicieux de la pauvreté. Le P.S.U., fidèle à l'internationalisme prolétarien, estime que la France doit contribuer de plus en plus au développement des pays demeurés à l'écart de l'enrichissement mondial.

Le contre-plan prévoit donc un effort accru de la France pour la mise sur pied d'un plan mondial visant



Le capitalisme bancaire et les grands intérêts financiers sont la rançon de la planification systématique.

à atténuer les inégalités entre pays industrialisés et nations exploitées, plan qui implique à la fois l'élevation et la régularisation des cours des matières premières et l'intensification de l'aide internationale — en techniciens comme en capitaux — aux pays sous-développés. Sans attendre le succès de cette initiative, la France intensifiera son aide propre, dans le respect de l'indépendance des peuples aidés, en donnant la priorité :

— à l'aide technique et en investissements (plutôt qu'en subventions) ;

— aux pays qui, procédant à une réforme de leurs structures agraires, s'engagent dans la voie d'une construction planifiée de leur économie, c'est-à-dire du progrès technique et social.

Les économies à réaliser.

Bien entendu, tous ces choix nécessitent non seulement une croissance rapide de la production — capable de les satisfaire — mais encore de substantielles économies faute desquelles l'équilibre d'ensemble du contre-plan serait compromis.

C'est pourquoi, logique avec ses choix, le P.S.U. réclame, dans le cadre du contre-plan :

1° L'abandon complet des dépenses de « force de frappe », que le projet gouvernemental du V^e Plan prévoit, au contraire, d'augmenter de plus en plus.

Le maintien, d'autre part, des dépenses militaires conventionnelles à leur niveau actuel permettra, au total, d'économiser quelque 1.500 milliards d'anciens francs en cinq ans sur les dépenses militaires, soit près de quatre fois le coût des H.L.M. ou des constructions scolaires de cette année.

Il s'agit là, non pas simplement d'une option technique ou économique, mais d'un choix politique contre toutes les forces de frappe (nationale, atlantique ou européenne) pour le désarmement et pour le désengagement de la France des blocs militaires. Ne pas faire ce choix conduirait à devoir abandonner près de la moitié des objectifs sociaux et économiques supplémentaires du contre-plan.

2° La compression d'un certain nombre de revenus ou de consommations :

— profits des sociétés, revenus des professions libérales, hauts revenus salariaux... que la fiscalité progressive doit réduire ou stabiliser ;

— revenus de la spéculation sous toutes ses formes : spéculation fon-

cière, spéculation immobilière, spéculation boursière... La législation et la fiscalité doivent y pourvoir ;

— consommations de luxe à décourager, subventions parasitaires et privilèges fiscaux à supprimer.

3° Enfin, la réduction (ou la suppression) d'investissements peu utiles ou inutiles :

— refus du permis de construire pour les résidences secondaires ou les sièges sociaux luxueux, aussi longtemps que la crise du logement populaire n'a pas perdu son acuité actuelle (les matériaux et la main-d'œuvre doivent être réservés aux constructions prioritaires) ;

— renonciation aux investisse-

ments publics somptuaires, tel le fameux stade de 100.000 places qui coûtera le prix de plus de cent stades et gymnases populaires.

Tels sont les grands objectifs que le contre-plan assigne à la nation pour les prochaines années.

Ils peuvent être poursuivis simultanément, ainsi qu'en témoigne le tableau de cohérence publié en annexe.

Ils sont incontestablement préférables à ceux que le gouvernement gaulliste a choisis dans son projet de V^e Plan.

Mais à quelles conditions, avec quels moyens ces objectifs peuvent-ils être atteints ? C'est ce que nous allons voir dans une dernière partie.

3. — COMMENT ATTEINDRE NOS OBJECTIFS

La réalisation des objectifs du contre-plan suppose assurément une transformation profonde du système économique. Le régime capitaliste est incapable de mobiliser les énergies nationales et de les orienter dans le sens du progrès (technique ou social) ; il entretient, de par sa nature, des germes permanents de gaspillage et de spéculation.

Refuser qu'il stérilise ainsi les

forces productives du pays, c'est mettre en cause ses structures. C'est, du même coup, libérer des sources nouvelles de richesse (ou mettre fin à des gaspillages) au profit du pays.

En proposant, dans ce contre-plan, de nombreuses et importantes réformes de structures ainsi que le plein emploi des ressources du pays, le P.S.U. montre qu'il entend définir les moyens de sa politique.

A. - Les réformes de structures à opérer.

Les réformes de structures que préconise le contre-plan ont un double objectif :

— orienter l'économie vers le respect des objectifs énumérés précédemment ;

— développer la participation des travailleurs et de leurs organisations à l'élaboration du plan et au contrôle de son exécution.

Pratiquement, ces réformes sont à opérer simultanément — et à titre de première étape — dans six direc-



Pour le plein emploi des disponibilités de main-d'œuvre.

tions : gestion des entreprises, étendue et fonctionnement du secteur public, reconnaissance du pouvoir syndical, réforme de la planification, réorganisation du financement des investissements, enfin discipline des revenus.

1° Gestion des entreprises.

Dans la France contemporaine, l'entreprise demeure — en dépit du développement des techniques d'orientation de l'économie — une

unité essentielle qui prend des décisions importantes en matière d'investissements, de salaires, de prix, d'exportations. Sous peine de perdre toute efficacité, il faut donc laisser à ces centres de décision la marge d'autonomie susceptible de stimuler les initiatives (l'expérience des pays socialistes va, d'ailleurs, dans ce sens).

Mais cela ne signifie pas qu'il faille laisser aux capitalistes — et à leur délégués — la direction des entreprises, direction dont ils se servent pour frustrer les salariés d'une partie des fruits de leur travail et pour les priver de responsabilités. Partisan de l'auto-gestion des entreprises, le P.S.U. pense que, dans un premier temps — la durée du contre-plan — des progrès importants doivent être réalisés :

— dans le secteur public, démocratisation effective des nationalisations par extension des pouvoirs des représentants du personnel et des centrales syndicales, aussi bien dans les domaines sociaux que dans celui, plus important, de la gestion économique ;

— dans le secteur privé, élargissement des pouvoirs de contrôle des comités d'entreprise, notamment sur l'emploi, l'organisation du travail, les salaires et les investissements de l'entreprise ;

— quel que soit le secteur, l'autonomie de gestion évoquée plus haut ne devra pas empêcher le respect du plan ; ce respect sera assuré au niveau des entreprises pour les secteurs monopolistiques ou fortement concentrés, et à celui des branches pour les secteurs concurrentiels ; la voie contractuelle (quasi-contrats) pourra, de ce point de vue, s'avérer fort utile, de même que le contrôle des projets des entreprises, à l'occasion de leur demandes de crédits.

2° Extension et renforcement du secteur public.

Aussi longtemps que le capitalisme restera étendu dans notre pays, le secteur public devra jouer un rôle doublement essentiel : comme moyen d'orientation et d'exécution du plan démocratique, et comme rempart de l'intérêt général contre les intérêts du patronat.

Conscient de l'importance de ce rôle dans la bataille que la gauche livre pour la conquête du pouvoir, le P.S.U. inscrit au contre-plan :

— l'extension du secteur public par nationalisation des entreprises qui, par leur taille, dominent un secteur important de la production ; de celles qui s'opposent délibérément au respect du plan ; ainsi que d'une grande entreprise-témoin dans chaque secteur de l'activité économique (cette firme-pilote permettant à la fois de peser sur le marché et de bien connaître le fonctionnement de la branche) ;

— le renforcement de ses moyens d'action : le secteur nationalisé doit disposer des moyens financiers, juridiques et techniques lui permettant d'assurer les reconversions qui lui sont nécessaires, d'être à la pointe de la recherche et d'exploiter les fruits de cette recherche (création, par exemple, d'une industrie atomique civile ou de filiales dans tous les secteurs concernés par les résultats des recherches).

Dans le même esprit, le secteur public pourra créer les entreprises nécessaires au plan dans les régions où les branches que le capitalisme délaisse délibérément ; il doit également pouvoir contrôler l'organisation des secteurs dont il est le principal client.

— une meilleure coordination de ses diverses activités en vue de donner plus d'efficacité à l'action de ce secteur, moteur non capitaliste de notre économie qui doit impulser toute la vie économique.

3° Reconnaissance du droit syndical.

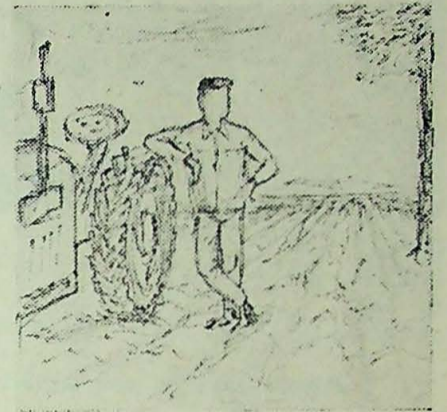
Les organisations syndicales ont un rôle décisif à jouer dans la détermination des objectifs et le contrôle de leur exécution par les entreprises. Mais ceci serait un vœu hypocrite si, en même temps, le droit syndical dans l'entreprise n'était pas étendu et garanti.

C'est pourquoi le contre-plan prévoit la reconnaissance de la section d'entreprise, la défense légale des militants, leur accès à toute l'information, la réglementation stricte des licenciements collectifs, condi-

tions prioritaires de l'exercice normal du droit syndical. Les syndicats pourront alors négocier sur les éléments réels de rémunération, participer à l'élaboration de plans d'entreprise conformes aux directives du plan national et contrôler l'action des dirigeants. Les entreprises qui ne respectent pas le droit du travail ou qui n'appliquent pas les conventions collectives seront sévèrement sanctionnées.

4° Développement des organes de planification.

Le fait que le régime gaulliste soit en train de vider la planification française de tout contenu réel ne doit pas inciter à rejeter ce mode



Modernisation de l'agriculture et progression des revenus du domaine agricole.

d'organisation de la société économique. Bien au contraire, les organes de planification devront être développés et leur influence sur les unités de décision décentralisées mieux assurée.

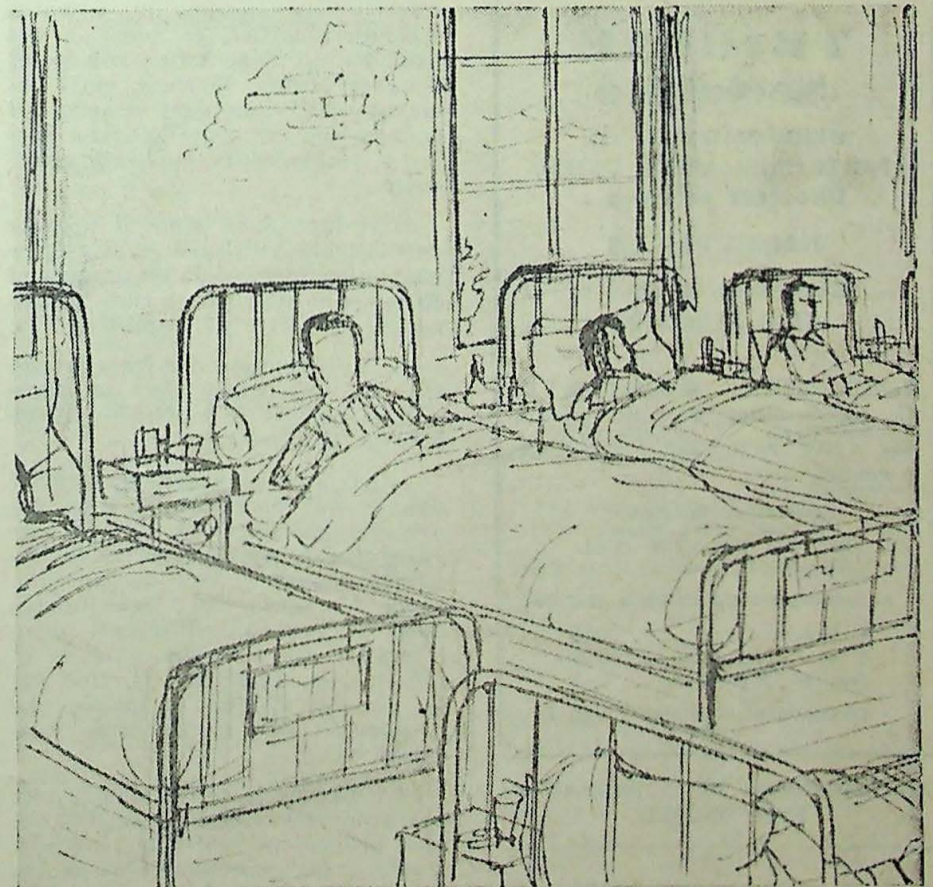
A cet effet, le contre-plan prévoit :

— une élaboration du plan plus démocratique, les choix préalables étant discutés au niveau national par l'ensemble des forces sociales du pays, en même temps que par sa représentation politique. La mise au point des objectifs se fera ensuite dans chaque industrie avec la participation des syndicats ;

— une exécution réelle du plan, grâce aux mesures suivantes :

— subordination au plan du budget de l'Etat, des programmes d'équipement des collectivités locales (et des aides que leur accorde l'Etat) ainsi que des activités des entreprises nationalisées. Etablis pour la

⇒⇒



Avec le Plan gaulliste, la misère des hôpitaux restera la plus grande d'Europe.



Pouvoir jouir en paix de la retraite à partir de 60 ans.

même durée que le plan lui-même, le budget de l'Etat et ces programmes en constitueront le développement normal. Un ajustement annuel — sous le contrôle des autorités démocratiques correspondantes — permettra, le cas échéant, les adaptations qu'imposerait la situation ;

— subordination au plan des programmes d'équipement des grandes entreprises ;

— subordination au plan des firmes étrangères qui ne pourront s'installer en France qu'en s'engageant à suivre, comme les firmes françaises, les directives d'investissement et d'emploi fixées par le plan. Si elles venaient à dominer une branche d'activité importante, ces firmes étrangères seraient nationalisées ;

— nationalisation effective du crédit et création d'une banque nationale d'investissements : cela signifie d'abord que les principales banques d'affaires et de dépôt privées seront intégrées dans le secteur public, mais surtout que l'octroi des crédits sera subordonné à l'accomplissement du plan. La répartition des crédits, par branche et par grandes entreprises, sera prévue dans le plan lui-même. Un conseil

national du crédit et une direction du crédit contrôleront l'application du plan de financement. Ces organes pourront être relayés par des conseils du crédit régionaux chargés de compléter et de coordonner le financement du développement local ;

— enfin, recours approprié à la fiscalité : exemptions ou taux réduits pour les entreprises qui suivent les directives du plan ; à l'inverse, pénalisation fiscale des dépenses ou des investissements inutiles, impôt plus sélectif sur les profits, les hauts revenus ou les consommations chères, répression effective de la fraude.

5° Organisation du financement des investissements.

Pour réaliser les objectifs du contre-plan, il faudra, nous l'avons dit, mettre en œuvre des programmes d'équipement considérables, supérieurs à ceux prévus par le gouvernement, donc consacrer à l'investissement une part accrue du produit national et ne gaspiller aucune ressource financière.

Deux exigences s'imposeront alors : dégager l'épargne globale suffisante (en limitant des consommations) ; affecter cette épargne aux investissements planifiés, en fonction des priorités du plan. Au regard de ces deux nécessités, le choix entre les moyens de financement et entre les canaux qui drainent l'épargne vers les investissements apparaît secondaire.

a) Il faut donc d'abord dégager une épargne suffisante. Cette épargne, qui se forme déjà spontanément dans les entreprises et chez les ménages, peut être développée :

— par réduction des frais de gestion des entreprises, frais qui dissimulent parfois de véritables distributions des profits ;

— par une plus grande sécurité donnée aux épargnants ; bien des ménages accroîtraient en effet leur épargne s'ils ne voyaient leurs économies menacées par les spéculations boursières et immobilières (sous le regard indifférent, voire complice, des Pouvoirs publics) et réduites par l'inflation (voulue par les grandes affaires et tolérée par le pouvoir, sauf en de rares occasions).

Si l'épargne se révèle insuffisante par rapport aux besoins, la fiscalité sera utilisée au profit de l'investissement ; les consommations moins nécessaires seront alors réduites par la pression fiscale pour satisfaire les exigences du développement.

b) Il faut, en second lieu, défaire les équipements nécessaires dans chaque branche d'activité pour atteindre les objectifs du plan. Les commissions de modernisation fixeront à ce sujet des critères de conformité au plan. Le contrôle de cette conformité sera assuré par les administrations compétentes, assistées de comités consultatifs paritaires.

c) Enfin, il faut assurer un contrôle sur tous les mécanismes de financement du pays :

— l'autofinancement doit être contrôlé rigoureusement parce qu'il permet, plus que tout autre moyen, la réalisation d'investissements non prioritaires. Plutôt que d'être affectés à des investissements peu souhaitables, les profits de l'entreprise seront prélevés par l'impôt ou confiés à une banque nationale d'investissements qui en opérera une meilleure affectation ;

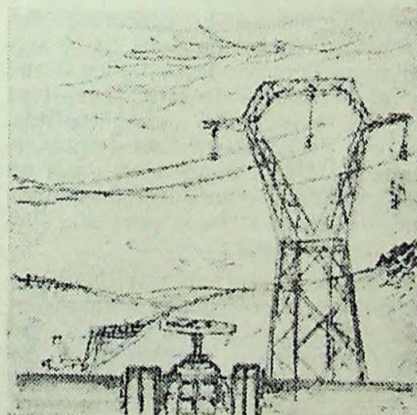
— sur le marché financier, les émissions de capital et d'obligations auront à être justifiées par la présentation du programme de développement qui les nécessiteront ;

— enfin, les prêts du secteur financier public seront réservés au financement des équipements prioritaires qui ne pourraient pas être satisfaits par les deux méthodes précédentes.

Le recours strict à ces moyens de contrôle est d'autant plus nécessaire que — l'expérience le montre — l'épargne spontanée est rarement suffisante pour financer les investissements nécessaires. Imposer aux grandes entreprises de soumettre à l'avance leurs plans d'investissement et de financement ne saurait donc suffire ; il faut, par les moyens qui viennent d'être indiqués, s'assurer qu'ils seront exécutables et exécutés, les moyens de financement étant réservés en priorité aux équipements inscrits au Plan.

Est-ce à dire que le contrôle ainsi exercé dispense d'autres préoccupations en ce domaine ? Nullement : l'équité et l'efficacité commandent de donner la préférence à certaines méthodes de collecte de l'épargne :

— bien que l'autofinancement ait démontré dans le passé ses commodités pour les entreprises, il n'est pas admissible que le profit brut des entreprises — accaparé par les détenteurs privés du capital — progresse plus vite que les revenus des catégories les plus défavorisées (respectivement 10 % pour les profits



Priorité sera donnée aux investissements du secteur public.

bruts des sociétés contre environ 3 % pour les revenus des catégories défavorisées, dans le projet gouvernemental). Une augmentation rapide de l'autofinancement suppose réglé le problème préalable de l'appropriation de celui-ci ;

— de même, toute restauration du marché financier qui impliquerait une aggravation de l'injustice dans la répartition des revenus est à refuser ;

— en revanche, il est bon que les salariés qui disposent d'économies

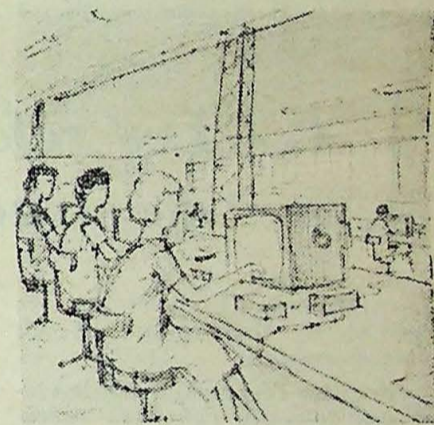
modestes puissent participer à l'essor de l'outil productif national, sans pour autant perdre la possibilité de retrouver rapidement la disponibilité de ces économies en cas de besoin ; le Trésor doit pouvoir utiliser de façon croissante cette épargne pour les investissements à long terme en garantissant aux épargnants la constante disponibilité de leurs dépôts ;

— enfin, le refus par des entreprises d'employer pour l'investissement l'épargne dont elles disposent ou de réaliser des investissements déclarés prioritaires par le plan déclencherait des sanctions automatiques par l'Etat pouvant aller jusqu'à la nationalisation.

L'importance décisive de cette question du financement de l'investissement explique la longueur des développements consacrés à ce sujet par le contre-plan. Contrairement au gouvernement qui poursuit une politique financière incompatible avec son propre plan, nous entendons assurer les moyens financiers du contre-plan.

6° La répartition du revenu national.

Le contre-plan a assez clairement précisé ses objectifs en matière de revenus (2° partie, B : « Réduire les inégalités sociales ») et en matière de besoins sociaux (2° partie, C : « Fournir les équipements collectifs nécessaires ») pour qu'il ne soit point nécessaire ici de les rappeler, ou, comme fait le projet gouvernemental du V° Plan, d'inventer en sus une « politique des revenus ». C'est tout le contre-plan qui vise à



Recours accru à la main-d'œuvre féminine, et égalité de salaires entre les sexes.

distribuer plus équitablement le revenu national.

De très nombreux moyens ont déjà été proposés à cet effet : contrôle des profits et des autres revenus non salariaux, augmentation rapide des transferts sociaux et familiaux, fiscalité progressive sur les revenus et le capital, appropriation collective de l'autofinancement, politique des prix...

Il faut ajouter à cette panoplie déjà longue de moyens que le contre-plan suppose — c'est l'axe même de la politique qui l'inspire — l'appui des classes populaires (urbaines et rurales) et de leurs organisations syndicales. Sans cet appui, le contre-plan ne peut être mis en œuvre. Mais un tel appui implique des garanties sérieuses pour les travailleurs qui le donnent : cet engagement réciproque pourra prendre la forme d'accords et de conventions collectives négociés couvrant la période d'application du contre-plan.

Cette voie contractuelle garantira aux classes populaires le bénéfice des avantages contenus dans le contre-plan ; elle permettra simultanément au contre-plan soutenu durablement par les travailleurs de s'inscrire plus facilement dans les faits.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :

ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e)
Tél. : FON 22-60

Publicité :

Geneviève Mesguiche
6, Avenue du Maine
Paris-14^e Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F

1 an 35 F

Soutien : A partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0.50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
68-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

B. - Le plein emploi des ressources nationales

Modifier en profondeur les structures économiques du pays ne saurait cependant suffire : qu'apporte une réforme qui n'enrichit pas par elle-même la nation ? En même temps que la réforme des structures, le contre-plan propose donc la *mobilisation de toutes les ressources employées — ou mal employées* — de la nation : ressources en hommes (nombre et qualification), en moyens physiques ou techniques. C'est le plein emploi des ressources du pays que le contre-plan propose d'atteindre en recourant à quatre séries d'actions.

1° Les ressources en hommes.

Alors que le projet gouvernemental de V^e Plan implique la reconstitution d'une armée de travailleurs en réserve pour combattre l'inflation, le contre-plan affirme que celle-ci ne sera jugulée que par l'accroissement maximal de la production : il s'agit donc de donner du travail à tous.

Selon la commission de la main-d'œuvre du plan, le plein emploi des disponibilités prévisibles du pays peut augmenter d'environ 500.000 personnes le nombre des travailleurs.

De plus, il faut organiser une meilleure répartition géographique de l'emploi, aménager les horaires de travail (pour les femmes notamment) et résoudre les problèmes de transports, en particulier dans la région parisienne.

Il faut encore transformer complètement les conditions de recrutement et d'accueil de la *main d'œuvre étrangère*, qui ne doit plus être livrée à l'arbitraire patronal et à l'incertitude conjoncturelle. Son emploi doit être, au contraire, entouré de garanties équivalentes à celles dont bénéficient les Français et contribuer au développement des pays d'origine de ces travailleurs.

2° La qualification des hommes et la recherche.

Il ne suffit pas d'accroître les effectifs, il faut les rendre plus productifs parce que mieux qualifiés.

En empêchant la démocratisation de l'enseignement, le régime capitaliste met un frein puissant au développement du pays. A l'inverse, le contre-plan prévoit :

— la réalisation effective de l'obligation scolaire jusqu'à 17 ans en 1970 ;

— l'attribution d'un *présalaire aux étudiants* ;

— un effort prioritaire (en locaux

comme en *formation d'enseignants*) en faveur de l'enseignement technique et scientifique ;

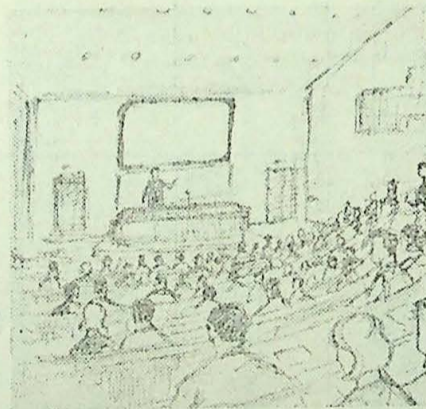
— la modernisation des programmes d'enseignement dans le cadre de la réforme démocratique de l'enseignement ;

— considérant enfin que la recherche est le moteur du progrès (à condition de ne pas être orientée vers la découverte de nouveaux gadgets destinés à stimuler les dépenses des classes privilégiées ou vers la réalisation de moyens de destruction), le P.S.U. estime que les économies réalisées sur la force de frappe ne devraient pas être dispersées pour accroître la consommation générale, mais soigneusement affectées à la *recherche civile* et à la création d'équipements productifs.

3° Le sol et les terrains.

C'est devenu une banalité de constater que la satisfaction des besoins populaires en logements aussi bien que l'urbanisation exigent la disparition de la spéculation foncière qui n'a cessé de s'amplifier au fil des ans.

Le contre-plan prévoit la transformation en terrains à bâtir de quelque 10.000 hectares de sols par an. Cela nécessite une réforme radicale de l'appropriation du sol par la méthode de « municipalisation » du sol. Réclamée par une fraction croissante de l'opinion, cette technique, qui consiste à faire acheter (à un prix non spéculatif) par les collectivités locales les terrains nécessaires à leur programme de constructions et d'urbanisation et à ne plus les revendre (mais simplement les louer, en exigeant le respect strict d'un cahier des charges), permettra



Amélioration des conditions de travail dans l'enseignement supérieur.

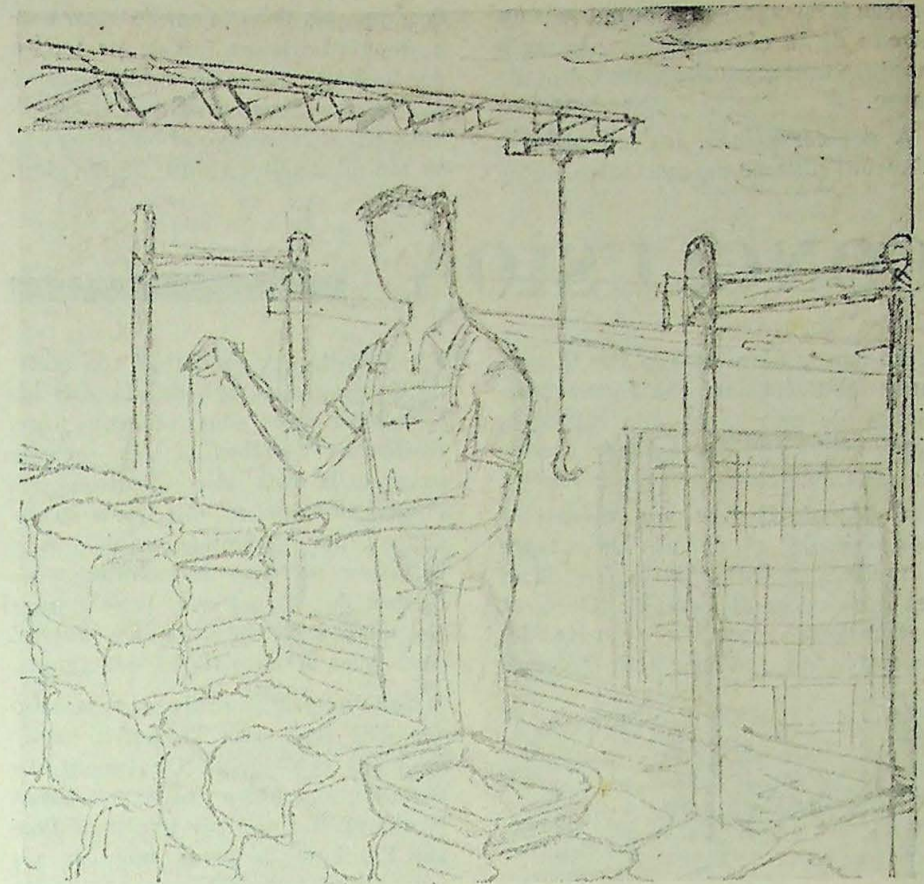
seule d'en finir avec la spéculation actuelle qui vole, pour le profit de quelques-uns, les contribuables, les locataires et les futurs propriétaires.

Cette réforme se heurtera à des résistances farouches. En attendant que son application produise tous ses effets, le contre-plan mettra en œuvre des techniques complémentaires expérimentées à l'étranger :

— impôt annuel et progressif sur la valeur vénale réelle des terrains non construits ;

— droit de préemption sur tous les sols à la valeur déclarée par leurs propriétaires ;

— privilège d'achat des collectivités lors des offres de vente.



Accroissement des investissements relatifs à la construction.

Ces instruments porteront un premier coup sensible à la rétention des terrains, à la spéculation et à la réservation des meilleurs sols pour les constructions de luxe.

4° La chasse au gaspillage permettra des gains de productivité.

Pour compléter cet ensemble de mesures, toute une série de dispositions particulières viseront à supprimer le gaspillage des ressources nationales et à faire profiter la nation des gains de productivité :

— dans l'agriculture : reconnaissance comme tel du droit d'exploitation du sol (distinct du droit de propriété du même sol) qui permettra aux agriculteurs de se consacrer à l'amélioration de la productivité de leur exploitation (plutôt qu'un rachat ruineux des terres qu'ils travaillent) ; réservation de l'aide publique aux groupements d'agriculteurs (plus productifs que les exploitants séparés) ; aide systématique à l'organisation par les agriculteurs de la vente et de la transformation de leurs produits (pour éviter les gaspillages auxquels donne lieu la distribution des produits alimentaires) ; effort massif de formation culturelle et technique des agriculteurs ;

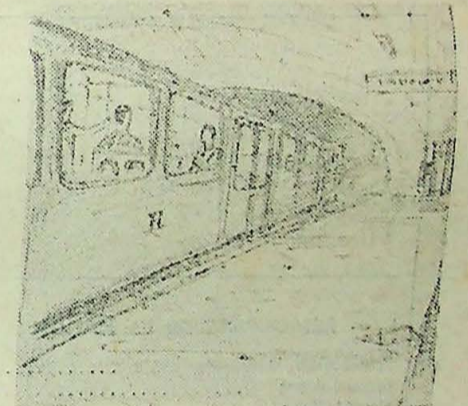
— dans l'industrie : contrôle de la concentration accélérée des firmes françaises ; celles-ci doivent avoir une taille qui réponde aux exigences techniques et à la compétition internationale, mais ne doivent pas tomber dans un gigantisme qui stérilise les initiatives ; organisation plus rationnelle de la répartition des tâches entre petites et moyennes entreprises ; suppression du « secret des affaires » ; diffusion plus rapide des progrès techniques et des découvertes scientifiques applicables à l'industrie ;

— dans la distribution : réduction du nombre des commerces par regroupement des points de vente dans les commerces pléthoriques ; rénovation et démocratisation des coopératives qui devraient jouer, concurremment avec un secteur commercial public à créer, un rôle pilote dans la distribution au moindre

coût ; limitations plus nombreuses des marges commerciales ; appui aux groupements de consommateurs qui peuvent jouer un rôle important dans la chasse au gaspillage commercial.

Bref, il s'agit, dans tous les domaines, de mettre un terme aux gaspillages que font naître la recherche du profit et l'anarchie des marchés.

Ce souci d'accroître la productivité de la nation pour en faire pro-



Priorité accordée à l'amélioration des transports publics.

fiter les classes populaires implique aussi une *politique permanente de reconversion*, de façon à ne pas freiner l'expansion à la suite de drames sociaux que l'on n'aurait pas su éviter. Une telle politique ne peut être organisée avec le concours des travailleurs que si les organisations syndicales sont associées à l'élaboration de la stratégie économique d'ensemble et que si les inconvé-

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15').

Chaque semaine
lisez
TRIBUNE
SOCIALISTE

ments humains de tout changement, prévus à l'avance, sont compensés au niveau de la rémunération, le plein emploi étant assuré en tout état de cause.

A ces conditions, les travailleurs n'auront plus de raisons de redouter

le progrès technique et l'évolution économique, dont le capitalisme leur a, depuis toujours, fait supporter les contraintes. *Réconcilier durablement les classes populaires avec l'expansion et ses transformations* n'est pas le moindre objectif du contre-plan.

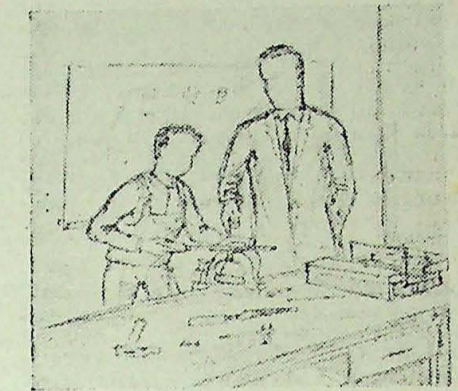
ment la vie quotidienne des Français, montrer qu'une autre orientation est possible, c'est accomplir *un acte politique essentiel*.

En matière économique, toute décision recouvre une option politique. Aujourd'hui, il faut choisir :

— entre les équipements collectifs et les dépenses de prestige ;

— entre la réduction rapide des disparités des revenus et leur inégalité croissante ;

— entre la planification démocratique et le libre jeu des mécanismes capitalistes ;



Priorité aux subventions pour la formation professionnelle.

— entre l'instauration d'un pouvoir de contrôle des travailleurs dans l'entreprise et le maintien des privilèges patronaux.

C'est ce que propose le contre-

plan. Certes, nous l'avons déjà dit, il ne prétend pas édifier la société socialiste ; son but est moins ambitieux mais primordial.

Il veut donner à la gauche le moyen de faire avancer l'unité dans le domaine où les travailleurs interviennent le plus directement, le moyen d'offrir ainsi de nouvelles possibilités à l'action syndicale, le moyen de mobiliser l'opinion populaire sur un plan d'ensemble qui intègre les revendications particulières, le moyen d'affirmer une *volonté politique de changement*.

Voilà la signification profonde du contre-plan qui exprime avant tout une stratégie adaptée aux conditions des luttes sociales et politiques actuelles.

CONCLUSION

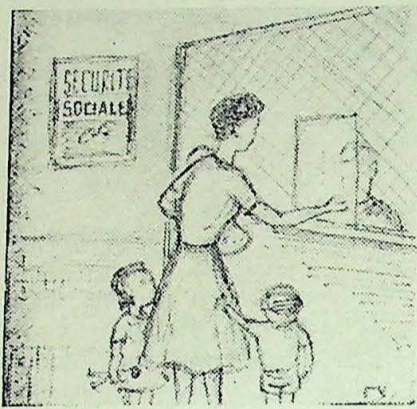
Le contre-plan dont le P.S.U. propose la discussion aux forces politiques de gauche et aux organisations syndicales a été conçu comme un ensemble *cohérent et constructif*.

Cohérent, il fixe une hiérarchie des objectifs et définit les moyens à mettre en œuvre pour équilibrer les ressources et l'emploi. On peut naturellement modifier l'ordre des priorités ou préférer telle réforme

à telle autre. A condition, toutefois, de ne jamais perdre de vue que les problèmes posés sont solidaires : une meilleure distribution des revenus exige à la fois une sélection des consommations et une forte croissance ; une expansion rapide sans inflation réclame de profondes réformes des structures. Revendiquer les unes sans imposer les autres, c'est pure hypocrisie et démagogie.

Constructif, il propose à la gauche d'en finir avec l'attitude exclusivement critique et finalement démobilisatrice qui a été trop souvent la sienne. Le pouvoir gaulliste joue sur l'absence de programme de ses détracteurs. Opposer à son projet de V^e Plan un contre-plan fondamentalement différent et plus cohérent dans ses objectifs, c'est lui enlever un de ses arguments et non le moindre.

Alors que le caractère néo-capitaliste du gaullisme s'affirme, avec toutes ses contradictions, à travers une série de mesures qui transfor-



Amélioration des prestations sociales et familiales.

FICHES FORMATION

3 nouvelles fiches viennent de sortir

N° 12. La Planification en France d'hier à demain

Prix 1 F

N° 13. Les déséquilibres régionaux et la nécessité d'une planification régionale démocratique

Prix 0 F 75

N° 14. La force de frappe française

Prix 0 F 75

PAIEMENT A LA COMMANDE à TRIBUNE SOCIALISTE C.C.P. 5826-65 Paris

Évaluation de l'équilibre de ressources et d'emplois de biens et services

	Unité : MILLIARD DE F 1960								
	1965	1970			Taux de croissance annuels			Indices 1970-1965	
		Options gouvernementales	Contre-plan	Différences	Options gouvernementales	Contre-plan	Différences	Options gouvernementales	Contre-plan
I. — RESSOURCES DE LA NATION									
Production inférieure brute	339,850	433,30	444,30	11	5	5,5	0,5	127,5	130,5
Importations	54,076	85,66	86,66	1	9,6	10	0,4	158,5	161
Exportations	— 54,838	— 86,16	— 87,16	— 1	9,4	9,8	0,4	157	160
Total des ressources disponibles	339,088	432,80	443,80	11	5	5,5	0,5	127,5	130,5
II. — EMPLOI DE CES RESSOURCES									
Consommations									
Ménages	241,214	300,16	310,16	+ 10	4,5	5,2	0,7	124,5	128,5
Administrations	15,174	20,92	15,22	5,7	6,6	0,1	6,5	138	100,5
> civiles	(6,926)	(9,51)	(9,51)	—	(6,5)	(6,5)	—	137,5	137,5
> militaires	(8,248)	(11,41)	(5,71)	(— 5,7)	(6,7)	(— 7)	(— 13,7)	138,5	69
Institutions financières	1,687	2,29	2,29	—	6,3	6,3	—	135,5	135,5
Investissements									
des Entreprises	46,683	61,58	63,58	2	5,7	6,3	0,6	132	136
Logements	17,947	24,06	27,16	3,1	6	8,6	2,6	134,5	151
des Administrations	10,426	16,12	17,72	1,6	9,1	11,2	2,1	154,5	170
Institutions financières	0,343	0,50	0,50	—	7,8	7,8	—	146	146
Variations des stocks	5,614	7,17	7,17	—	—	—	—	—	—
Total des emplois	339,088	432,80	443,80	11	5,0	5,5	0,5	127,5	130,5

Note sur le tableau des ressources et des emplois

A. — Moyens mis en œuvre pour obtenir le taux de croissance de 5,5 % (au lieu des 5 % du projet gouvernemental).

— Diminution de la durée du travail

— Age de la retraite ..

— Augmentation des investissements avec début de sélection de ces investissements

H - 12. — TRIBUNE SOCIALISTE

— Plein emploi des disponibilités de main-d'œuvre (500.000 personnes)

— Augmentation de la main-d'œuvre féminine et des migrations agricoles (300.000 personnes équivalent plein temps)

— Croissance plus forte de la productivité permise par la politique économique d'ensemble préconisée ..

B. — Remarques sur les conditions et les résultats du tableau.

1° La population active, dans ces conditions, serait, en 1970, de 5 % supérieure à celle prévue par le projet gouvernemental.

2° — La consommation par personne progresse en moyenne de 4,2 % par an, soit un cinquième en plus que dans le projet gouvernemental (3,5 %).

La préférence accordée aux revenus et aux consommateurs des classes populaires permet, avec ce taux moyen, d'obtenir pour ces

classes une consommation par personne largement supérieure (de 1/3 à 1/2 en plus selon les choix de ventilation) à celle du projet gouvernemental.

3° L'augmentation, relativement faible en apparence, des investissements productifs dans le contre-plan par rapport au projet gouvernemental provient de la prise en compte, dans ce poste, à côté d'un accroissement important des investissements réellement productifs (4,5 milliards), d'une réduction simultanée de 2,5 des subventions militaires.

AGRICULTURE

L'agriculture connaît sa révolution industrielle

Vendredi après-midi, à Vernes-sur-Seyche (Ille-et-Vilaine), 400 aviculteurs bretons, conduits par leurs dirigeants syndicaux, manifestaient devant l'abattoir géant de volailles de Duquesne-Purina dont l'ouverture est attendue ces jours-ci, en dépit des promesses faites par M. Pisani aux dirigeants agricoles bretons. Le lendemain, à la même heure, 500 aviculteurs gascons manifestaient devant un autre abattoir de Duquesne-Purina, à Pommevic (Tarn-et-Garonne). Ces deux actions n'avaient qu'une valeur d'avertissement : l'important est la coordination, à plus de 1.000 km de distance, de ces manifestations.

Elle fait apparaître le niveau atteint dans la structuration des mouvements paysans d'avant-garde. Notre Comité politique national avait, en septembre dernier, proclamé la nécessité de substituer, sur le plan des luttes paysannes, la « guérilla sociale » généralisée et portant sur des objectifs à long terme aux manifestations spectaculaires, mais inefficaces.

L'Etat gaulliste n'est pas la IV^e

Les manifestations paysannes ont presque toujours jusqu'ici été caractérisées par leur spontanéité et leur dispersion. A certaines périodes, une flambée d'agitation gagnait tout le pays, pour retomber bien vite. Le mouvement paysan n'avait encore fait l'analyse ni du pouvoir politique nouveau auquel il avait affaire, ni du pouvoir économique qu'il affrontait. L'Etat, dans l'esprit de beaucoup de dirigeants paysans formés sous la IV^e ou la III^e République, restait l'Etat-providence auquel, par la pression exercée sur les parlementaires ruraux, on pouvait arracher subventions et prix garantis. Le pouvoir économique, c'était le commerce local : expéditeurs, mandataires, industriels laitiers, petits entrepreneurs dispersés qu'une agitation localisée pouvait impressionner. Or cette situation relève définitivement du passé.

Sur la nature de l'Etat gaulliste on n'a pas à apprendre grand-chose aux lecteurs de « Tribune Socialiste » : l'échec de la grève du lait a montré que le capitalisme d'Etat gaulliste ne céderait pas à des revendications qui mettraient en cause l'équilibre de son budget.

L'Etat néo-capitaliste a son plan, son budget, sa politique financière coordonnée et cohérente ; il était clair que la revendication des producteurs de lait mettait en cause, par leurs implications ramifiées, l'ensemble de cette politique et qu'elle se heurterait de ce fait à une opposition résolue.

L'entamer exigeait à la fois une coordination de cette action avec les autres forces de contestation de la politique économique gouvernementale et une préparation technique et psychologique du mouvement qui ne pouvait être si rapidement menée. Les déclarations démagogiques sur la « grève illimitée » ne tenaient aucun compte de ces facteurs et ne pouvaient qu'effrayer les petits producteurs. L'objectif du sénateur Blondelle, principal instigateur de cette action avortée, n'avait, il est vrai, aucun rapport avec le salaire des producteurs de lait : il s'agissait pour lui de démontrer que le retour au régime parlementaire traditionnel pouvait, seul, assurer la garantie des droits de la paysannerie. Or c'est là une autre illusion : l'évolution de l'agriculture se fait de telle façon que, de moins en moins, les prix garantis constitueront la base des revenus agricoles réels.

Le mouvement de septembre dernier ne s'attaquait en fin de compte ni aux vrais problèmes de l'agriculture, ni aux vrais détenteurs du pouvoir économique.

La révolution industrielle de l'agriculture

La vérité est que l'agriculture connaît à son tour la révolution industrielle que l'artisanat a connue en 1848. Le choix n'est pas entre l'agriculture industrielle qui est en train de se développer et le maintien de l'agriculture familiale traditionnelle :

celle-ci, d'ici dix à quinze ans, sera impitoyablement éliminée du marché et ne subsistera sans doute que comme « volant de sécurité » marginal, lorsque l'agriculture industrielle s'avèrera hors d'état de répondre à une situation conjoncturelle.

Le problème qui se pose, le seul, est de savoir si, d'ici dix ans, les agriculteurs auront été capables d'opposer à la mise en tutelle de l'agriculture par les grandes concentrations industrielles et commerciales un secteur autogéré, suffisamment puissant pour servir à la fois de contre-poids et de modèle.

En un mot, de même que la forme principale de lutte économique-politique contre la concentration capitaliste est le développement d'un large secteur industriel public démocratiquement géré, de même la forme principale de lutte contre l'intégration capitaliste en agriculture est le développement d'un large secteur coopératif auto-concentré et soutenu activement par l'ensemble des forces syndicales et politiques anticapitalistes.

Théoriquement, rien ne s'oppose à l'existence d'un tel « secteur de résistance ». Pratiquement, il se heurte à d'innombrables obstacles, tant économiques que psychologiques. La coopération agricole se caractérisait jusqu'ici par trois défauts principaux :

Les insuffisances de la coopération

1 Elle n'avait, presque nulle part, réalisé de « concentration horizontale » : les coopératives se comportaient entre elles comme des entreprises concurrentes du modèle « atomistique » : par exemple, la coopération laitière — la plus puissante puisqu'elle assure la collecte de 60 p. 100 de la production — n'a réalisé que depuis quelques années un organisme de coordination dont l'action est encore embryonnaire. On continue à se disputer les marchés d'écoulement comme les marchés d'approvisionnement, en n'hésitant pas, dans certains cas, à s'allier avec le capital privé contre la coopérative concurrente. Alors que les trusts laitiers ont, eux, réalisé depuis longtemps des accords en bonne et due forme, avec répartition des zones de ramassage et des débouchés.

2 Elle n'a que très faiblement réalisé sa « concentration verticale » : la plupart des coopératives ne sont encore que des « syndicats de collecte ». Là où il y a amorces de transformation industrielle — lait, fruits et légumes — elle n'est que partielle ; enfin, elle ne débouche pas

sur les circuits de distribution — sauf à l'échelle expérimentale.

3 Elle ne s'appuie pas sur des structures de production organisées : alors que le commerce ou l'industrie de transformation dispose de toutes les sources d'approvisionnement que lui offre le marché, la coopération est contrainte de se satisfaire des produits de ses adhérents. Elle ne pourrait compenser cette limitation du choix que si elle était en mesure de leur imposer une stricte discipline de production, difficilement compatible avec le caractère démocratique de l'adhésion et avec la structure individuelle des exploitations paysannes.

Ajoutons enfin que les deux seuls secteurs où la coopération agricole est suffisamment développée sont (céréales et produits laitiers) ceux qui connaissent une crise de surproduction quasi chronique sur le marché mondial. Elle commence seulement à faire son apparition dans les secteurs à croissance rapide de la production agricole : viande (10 à 12 p. 100), fruits et légumes (8 p. 100), aviculture (15 p. 100).

En un mot, la coopération agricole française a été fondée sur trois postulats qui, tous, sont aujourd'hui dépassés par l'évolution économique :

a) la coopération tendait à favoriser l'écoulement de produits agricoles bruts, à peu près directement consommables. Aujourd'hui, la part du producteur dans le produit agricole commercialisé est partout inférieure à 40 p. 100. L'évolution de la consommation alimentaire va dans le sens d'une élaboration de plus en plus poussée du produit, même en ce qui concerne des produits simples comme les céréales ou la viande. Nous allons vers une situation où le pain, transformation simple, sera remplacé presque complètement par les biscottes, céréales améliorées (type corn-flakes), etc., où la viande entrera dans la consommation sous forme de conserves et plats cuisinés, voire d'extraits synthétiques. La valorisation du produit brut se fait et se fera de plus en plus au stade de la transformation.

b) elle affrontait une concurrence anarchique : industriels de transformation et commerçants de petite envergure ne représentant que d'infimes fractions du marché.

La concentration dans l'industrie agricole et alimentaire

Aujourd'hui, la coopération se trouve placée en face de puissantes concentrations industrielles et commerciales à ramifications internationales. L'un des phénomènes les plus marquants de l'évolution agricole aura sans doute été l'intrusion brutale des capitaux étrangers dans l'industrie agricole et alimentaire française. Qu'il s'agisse des industries situées en amont comme en aval de la production :

En amont : 55 p. 100 des capitaux de l'industrie des tracteurs et machines agricoles, dominé par des firmes comme Mac Cormick (425 millions de F de chiffre d'affaires), Massey-

Ferguson (355 millions). Dans la seule industrie des tracteurs, les firmes françaises (Renault et Simca) ne réalisent que 40 p. 100 du marché intérieur.

55 p. 100 du marché des aliments du bétail : la firme française Duquesne a été absorbée par le trust américain Raiston-Purina, tandis que les deux autres marques principales « Totaliment » et « Assimyl » ont été absorbées par le trust anglo-hollandais Unilever.

En aval : sur 200 millions de chiffre d'affaires, près de 35 p. 100 de la conserverie française est déjà assurée par des firmes étrangères (Suisse, U.S.A., Grande-Bretagne). De nouveaux venus, comme Liebig (G.-B.), Libaron (Libby's, U.S.A.), Booth Fischers, Swiftand Co (U.S.A.), n'ont encore qu'une activité embryonnaire, mais progressent rapidement.

L'industrie des dérivés des céréales est quasi complètement sous le contrôle des capitaux américains : Gondolo et Belin, ces deux célèbres marques de biscuits « bien de chez nous » sont des succursales du trust U.S.A. « National Biscuit », comme Gringoire est une affaire de la « Pittsbury Mills » et Delacre de la « Campbell Soup ». La Maïzena et la Levure Alsa sont produites par la société des Produits du Maïs, alias la « Com Products » américaine, qui contrôle également les potages Knorr.

Les potages préparés sont l'objet d'une sérieuse concurrence entre les marques anglo-hollandaises (Liebig, Viandox, G.-B., Royco, Unilever), américaines et suisses (Heudebert et Kub, Maggi, Nestlé).

La General Foods américaine a pris, avec Kréma et Mintho, une place de choix dans la confiserie, comme Gloria, avec 150 à 200 millions de chiffre d'affaires, progresse sur le marché des produits laitiers, bien que sérieusement contré par les trusts français et suisses (Genvain, 800 millions), Cie Gle du Lait et S.O.P.A.D. (Nestlé).

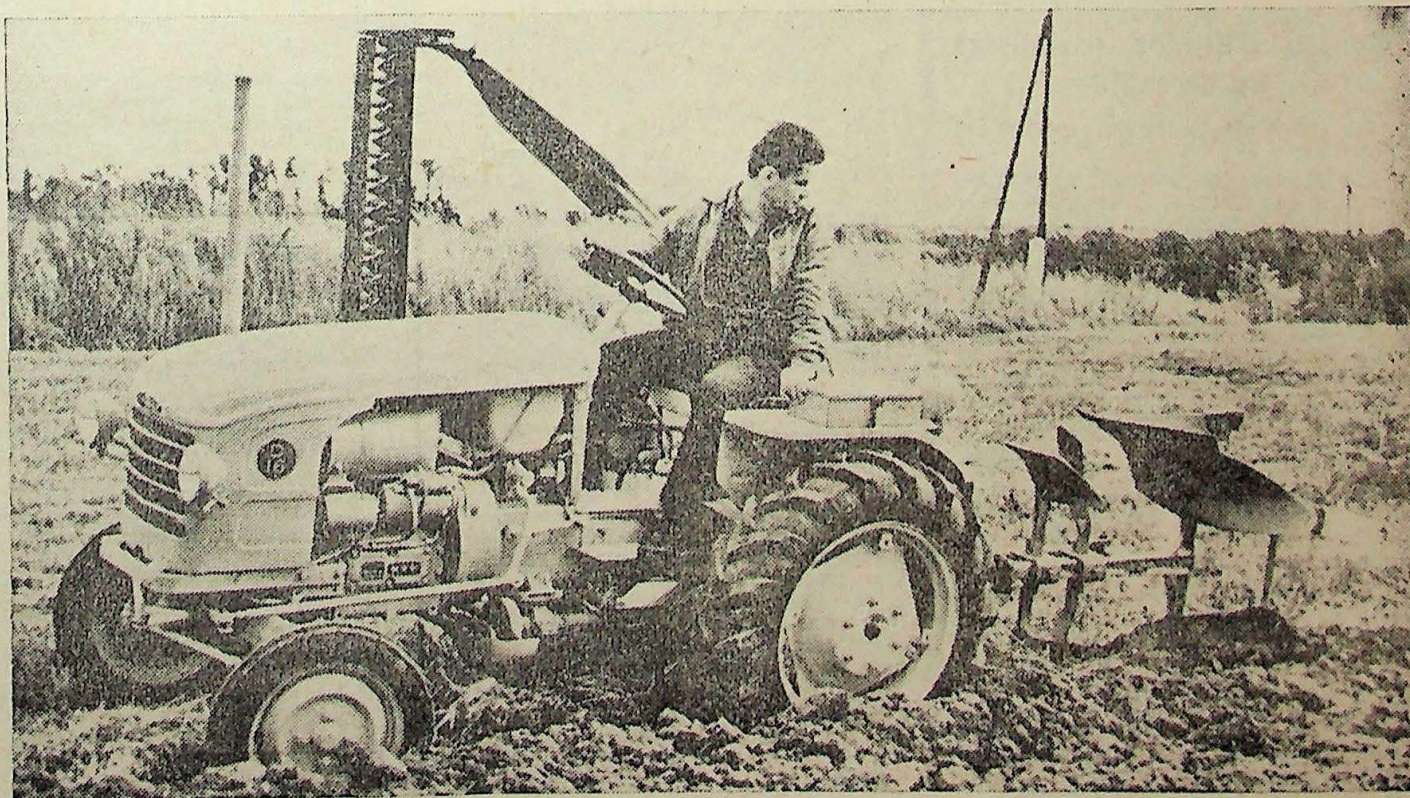
Le groupe suédois Findus a procédé à l'intégration totale (production, transformation et vente) qui contrôle 80 p. 100 du marché agricole suédois, est en passe de contrôler progressivement 50 p. 100 du marché européen des produits surgelés. Il vient d'installer des usines dans l'Aisne.

La raison de cette attirance des capitaux étrangers pour l'industrie alimentaire française est assez évidente : la concurrence nationale est très faible, les prix agricoles et les salaires plus bas que dans leurs propres pays. Leur implantation en France se traduit donc par une plus-value « d'innovation » appréciable, analogue à celles dont bénéficient les entreprises s'implantant en pays sous-développés.

Mais la constitution de ces grands ensembles ne peut se satisfaire de la situation actuelle de l'agriculture française. C'est à ce stade que se manifeste ce que l'on appelle « l'intégration capitaliste ».

Serge Mallet.

La semaine prochaine :
L'intégration capitaliste



(Photo Keystone.)

La construction de grands ensembles ne peut satisfaire la situation actuelle de l'agriculture française.

AFRIQUE

La Tanzanie n'est pas le Congo

Au début du mois, un complot visant à renverser M. Julius Nyerere, Président de la République Unie de Tanzanie (Zanzibar et Tanganyika) était découvert à Dar-es-Salam. Des documents saisis prouvaient de façon indiscutable la participation des Etats-Unis dans cette affaire. *Tribune Socialiste* est en mesure de révéler aujourd'hui à ses lecteurs pourquoi l'un des plus grands scandales internationaux de ces dernières années a été minimisé dans la grande Presse.

— *Un complot anglo-américain en Tanzanie, est-ce bien sérieux cette histoire-là ?*

Telle fut la réaction de la grande Presse quand le lundi 16 novembre M. Julius Nyerere, Président de cette République africaine, né de la fusion du Tanganyika et de Zanzibar, dénonça l'affaire. On ne consulta pas la carte. On omit de voir que la Tanzanie possède une frontière commune avec le Congo-Léopoldville où règne Tschombé, une autre avec le Mozambique sous la domination coloniale du Portugal de Salazar. On oublia que l'Afrique australe comprend un certain nombre de chasses gardées (mines d'or et de diamant du Transvaal, mines de cuivre du bassin rhodésien, mines de diamant et de cuivre du Katanga, etc.) et que les Africains sont quotidiennement invités par des pressions de toute sorte à ne pas franchir les clôtures de ce domaine contrôlé par le milliardaire américain Oppenheimer et des groupes financiers de Wall Street et de New York. La plupart des journaux semblaient frappés d'amnésie et de cécité.

D'Alger à Dar-es-Salam

Aujourd'hui, l'affaire du Tanzanie prend les dimensions imprévues. Depuis plus d'une semaine, les ambassadeurs des pays africains accrédités à Dar-es-Salam auprès du Président Nyerere, sont rappelés d'urgence par leur gouvernement qui réclame des précisions et devant la gravité des informations fournies envisage une riposte commune à l'action anglo-américaine.

— Le complot contre la Tanzanie, c'est un complot contre l'Afrique tout entière. m'a dit lundi dernier M. Djoudi, ambassadeur d'Algérie en Tanzanie.

J'ai rencontré M. Djoudi à Orly. Il arrivait d'Alger par la Caravelle et attendait l'avion de Dar-es-Salam. A Alger, il avait conféré avec le Président Ben Belia et M. Bouteflika, ministre des Affaires étrangères. Dans le même temps, M. Modibo Keita, Président du Mali, était venu s'entretenir de la situation avec le Premier algérien. Dans toutes les grandes capitales africaines règne en ce moment la même atmosphère.

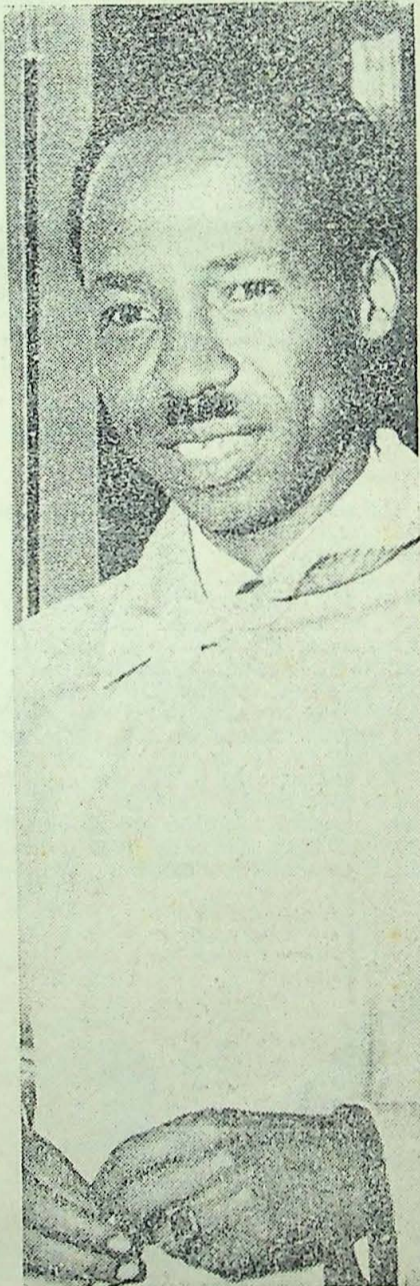
— L'Afrique est décidée à ne pas se laisser faire, a observé D. Djoudi qui

m'a déclaré qu'il revenait de Dar-es-Salam, porteur d'instructions précises aux termes desquelles l'Algérie s'affirme totalement solidaire de la Tanzanie.

Dar-es-Salam présente pour les Etats africains une importance stratégique de premier plan. C'est, en effet, dans la capitale de Tanzanie que se trouvent les installations du Comité de Neut, le Comité mandaté par l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) pour collecter l'argent nécessaire à l'organisation et à l'entraînement des mouvements de libération existant en Afrique. Dar-es-Salam est également le siège — et parfois le quartier général — de ces mouvements de libération qui ont des racines en Guinée portugaise, au Mozambique, en Angola, qui ont des organisations clandestines en Rhodesie méridionale et en Afrique du Sud.

Dean Rusk à La Haye

Pendant longtemps, les Etats-Unis ont observé une neutralité bienveillante à l'égard des mouvements africains en lutte contre l'administration directe d'autorités coloniales européennes. Les Etats-Unis pensaient trouver dans les jeunes gouvernements autochtones appelés à prendre



(Photo AGIP.)

NYERERE : appel à la solidarité de toute l'Afrique.

la relève des autorités coloniales des alliés faciles à manœuvrer et prêts à laisser le capital yankee se substituer au capital européen. La réalité a été toute autre. L'Amérique a su tirer avec réalisme les conclusions de cette erreur d'analyse. En mai dernier, au Conseil atlantique de La Haye, M. Dean Rusk, secrétaire d'Etat américain, a invité ses alliés à dégauger une politique commune pour lutter contre les mouvements de libération. Les événements de novembre en Tanzanie n'ont rien d'une innova-

tion politique : ils sont dans la ligne des déclarations de La Haye.

La manière dont a été orchestré le complot de Dar-es-Salam est, il faut bien le reconnaître, un chef-d'œuvre de virtuosité. Le dimanche 8 novembre, le journal anglais *Sunday Times* annonçait que la terreur régnait à Zanzibar. Il s'apitoyait sur le sort d'une vingtaine d'individus arrêtés et acheminés, paraît-il, vers des camps de torture dirigés par les Chinois. Notons au passage que la mission d'assistance chinoise en Tanzanie se limite à sept conseillers militaires, officiers de haut rang, fort occupés par les tâches de réorganisation de l'armée locale. L'article du *Sunday Times* faisait également brièvement allusion à la découverte d'un camp d'armes américaines mais laissait entendre par le contexte qu'il s'agissait d'une nouvelle très contestable destinée à justifier l'opération policière. Par la suite, la grande Presse reproduisit les déclarations de M. Julius Nyerere sur le complot. Mais avec beaucoup de réserve.

Avec Salazar et Tschombé

Pourquoi cette prudence ? Les informations ne faisaient pas défaut. M. Julius Nyerere et ses ministres n'ont pas été avares de conférences de presse ni d'interviews. C'est là tout le drame : il y a des vérités explosives qu'il convient d'assourdir.

Comment écrire dans une Presse inféodée aux grandes affaires :

— que la découverte du complot en Tanzanie a commencé par l'arrestation d'individus porteurs de documents à l'en-tête de l'ambassade des Etats-Unis ;

— que ces documents devaient amener les enquêteurs, non seulement à découvrir le dépôt d'armes américain mais les ramifications d'une énorme organisation qui se proposait notamment :

1) la fabrication d'incidents avec l'armée portugaise au Mozambique. Salazar était dans la confiance. Son aviation devait riposter par des bombardements en Tanzanie ;

2) l'infiltration « d'affreux » par la frontière congolaise. Tschombé était, lui aussi, dans le complot. On aurait justifié l'envoi de ces mercenaires en invoquant le fait qu'un pays africain en effervescence n'est pas en mesure de protéger valablement les citoyens blancs qui s'y trouvent.

L'échec américain

L'opération a échoué parce que la Tanzanie ce n'est pas le Congo. En janvier dernier, la Grande-Bretagne est arrivée à imposer au Président Julius Nyerere son intervention militaire à la suite d'une révolte des troupes tanganyikaises contre leurs instructeurs britanniques. Il devait s'avérer par la suite d'ailleurs que les mutineries avaient été le fait d'agents provocateurs à la solde de Londres. Zanzibar était à la même époque en train de se débarrasser de son sultan, une jeune équipe révolutionnaire, animée notamment par Babu, prenait le pouvoir dans la petite île. Londres et Washington ne voulaient à aucun prix d'un rapprochement entre Zanzibar et le Tanganyika. La réalité n'a pas répondu à leurs vœux.

Aujourd'hui, dans la République unie de Tanzanie, Babu est ministre du gouvernement Julius Nyerere. Le pays voit se dessiner l'étreinte des groupes financiers londoniens et new-yorkais. La Chine a accordé un prêt de 15 millions de livres sans intérêt.

Les Etats-Unis et leurs alliés britanniques subissent un lourd échec là où ils attendaient un succès facile. La C.I.A. a mal analysé la situation. Il va en résulter pour Washington et Londres de graves difficultés internationales. Plusieurs Etats africains sont déjà décidés à porter l'affaire devant le Conseil de Sécurité. Le dossier ne sera pas facile à plaider. Faut de mieux, les grands intérêts anglo-américains s'emploient pour l'instant à minimiser le scandale dans l'opinion publique occidentale.

Voilà pourquoi la grande Presse se montre discrète.

Jacques VIVIEN.

MAROC

Les étudiants marocains victimes du pouvoir royal

L'U.N.E.F. (Union nationale des Etudiants de France) a tenu, le mercredi 25 février, dans une salle de la Ligue de l'Enseignement, une conférence de presse au sujet de la répression qui frappe actuellement « l'Union nationale des Etudiants du Maroc ».

Le pouvoir royal, après s'être attaqué à l'opposition de gauche, représentée surtout par l'Union nationale des forces populaires dont plusieurs leaders ont été accusés d'avoir organisé un complot (l'affaire dite du complot de juillet), multiplie depuis quelques mois les tracasseries et les mesures arbitraires contre les étudiants et leurs organisations. On ne leur pardonne pas d'avoir, à plusieurs reprises, manifesté leurs sympathies pour l'U.N.F.P.

L'ancien président de l'U.N.E.M., Halaoui, est détenu depuis l'été dernier ; il semble avoir été l'objet de sévices. D'autre part, sous un prétexte inconsistant (une disposition de ses

statuts qui a d'ailleurs été abrogée), l'organisation elle-même s'est vu intenter un procès. Celui-ci, plusieurs fois retardé, doit en principe s'ouvrir le 2 décembre. L'U.N.E.M. doit être assistée, si la convention franco-marocaine n'est pas violée, comme elle l'a été pour le « complot de juillet », par un avocat français, M. Andreu. Celui-ci a pris la parole au cours de la conférence de presse de l'U.N.E.F. à laquelle assistaient, outre les journalistes, de nombreux observateurs, notamment, pour le P.S.U., Harris Pulsais, du Bureau national, et Robert Verdier, président du Comité d'information et d'étude sur la situation au Maroc.

La décision a été prise, à l'issue de la conférence de presse, de constituer un comité international de solidarité, déjà appuyé par la Y.U.S. (étudiants yougoslaves) et la Confédération des Etudiants du Maghreb. Un appel est adressé aux personnalités qui sont disposées à appuyer cette action.

Centre d'Etudes socialistes de Grenoble

Le C.E.S. de Grenoble reprend ses activités.

Outre des conférences, rencontres et journées d'étude, il organise cette année un cours hebdomadaire du soir.

Celui-ci aura lieu tous les jeudis, de 20 h. 30 à 22 heures, salle des Tickets, place Saint-Bruno, Grenoble.

3, 10 et 17 décembre :

- Trois moments de l'histoire du mouvement ouvrier, par M. J. Bron ;
- Après la première guerre mondiale et la révolution soviétique ; le congrès de Tours ;
- Les conquêtes ouvrières de 1936 ; le Front populaire ;
- 1945-1947 : les nationalisations ; les débuts de la IV^e République.

Janvier et février :

— Cours d'initiation économique, par M. Yves Le Balle.

Ce cours s'adresse à tous ceux qui désirent acquérir une formation de base ; aucune formation préalable n'est nécessaire.

Des dépliant sont disponibles. Les demander, ainsi que tout renseignement supplémentaire, au C.E.S., 6, place Saint-Bruno, Grenoble.

BULLETIN DE COMMANDE

NOM

Adresse

Passer commande de

- | | | |
|------|---|----------------|
| 1. - | exemplaires (T. S. n° 215) | à 0,20 F |
| 2. - | affiches P.S.U. 3 couleurs | à 0,15 F |
| 3. - | 1 ^{er} Dossier Municipales | à 2,00 F |
| 4. - | Dossier Contre-Plan (T.S. n° 216) | à 0,45 F |
| 5. - | Plate-forme Président. (n° 217) | à 0,20 F |

Ci-joint un chèque d'un montant de

PAIEMENT A LA COMMANDE. Tribune Socialiste, C.C.P. 5826-65 PARIS

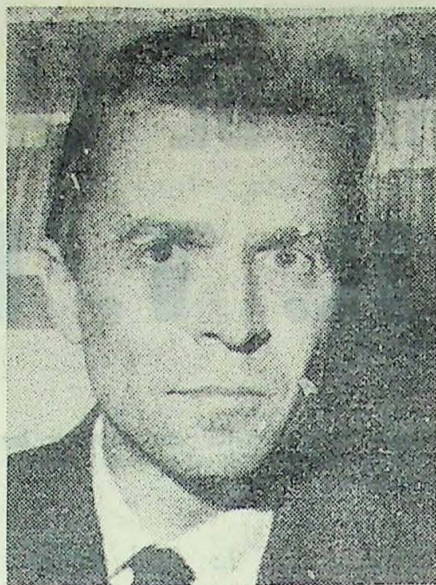
PRIX

GONCOURT

RENAUDOT



Georges CONCHON.



Jean-Pierre FAYE.

Deux de nos camarades du parti viennent de se voir décerner les deux prix littéraires les plus importants de l'année.

Georges Conchon a obtenu le Goncourt, Jean-Pierre Faye, le Renaudot.

Nous nous félicitons de leur succès qui rejailit sur notre parti : comme l'avait fait, il y a quelques années, le Goncourt de Jean-Louis Bory et le Femina de Colette Audry.

THÉÂTRE

"L'Échappée belle" au théâtre La Bruyère

Un spectacle baroque, drôle, humoristique, spirituel, caustique, saugrenu parfois, mais toujours vrai parce que les situations dans lesquelles se trouvent les personnages sont vraies ; une succession de sketches sur des hommes socialement différents, mais qui ont beaucoup d'affinités entre eux quant à leur comportement humain ; un « rendu » juste sans exagération de toute une série d'observations sur la vie ; la femme qui triomphe presque toujours de l'homme (ne sommes-nous pas tributaires d'elle dans bien des cas en dehors, bien sûr, de celui de nous donner la vie ? N'est-ce pas elle qui nous impose son mode et sa façon de vivre ? N'est-ce pas elle qui influe sur nos pensées et sur nos actes toujours avec adresse, souvent sans que nous y prenions vraiment garde ? N'est-ce pas elle, encore, qui nous dicte — sans le faire — certains de nos agissements ?) Oui, eh bien ! ceci et cela, c'est L'Échappée belle. Mais cette échappée belle, en fin de compte, lequel la réussit ?... L'homme, souvent, est victime de ses illusions ou de son obstination irréflectie, de son égoïsme ou des manies.

L'un (dans ce spectacle) retrouve sa femme après un voyage qui a succédé à d'autres, il sait qu'elle le trompe, il veut se venger, mais s'y prend si maladroitement qu'il sera la victime.

Dans un sketch, un personnage poétique (en l'occurrence, une femme) vient donner à deux hommes (un militaire et un joueur de golf) tout un programme de vie. Mais le militaire ne pense qu'à sa carte sans laquelle, dit-il, il ne peut rien faire (il l'a perdue), et le joueur de golf, lui, songe uniquement à son jeu et à ses petits problèmes. L'un et l'autre s'obstinent dans leurs idées respectives et restent renfermés sur eux-mêmes, insensibles.

Un troisième exemple : sur la lune, deux hommes, « envoyés spéciaux », se chamaillent ridiculement au sujet de deux lopins de terre même pas pour eux. Une femme arrive. Elle les convainc à son idée.

Je pourrais citer d'autres sketches, mais à quoi bon ! Dans ce spectacle, ils sont si nombreux, si variés ! Il faut les voir tous !

Ce spectacle, rêvé par Henri Garcin, écrit par Romain Bouteille, réalisé par eux et Monique Tarbes, est joué par tous les trois plus Alain Clavier, le musicien, qui leur donne la réplique avec son orgue, tantôt avec humour, tendresse ou poésie. Tout ici s'enchaîne, se succède dans la joie et la bonne humeur. On fait des bonds, des cabrioles ; des bouffées poétiques alternent avec l'humour noir ou une fantaisie insolite. Rien ne se ressemble. Jamais aucune vulgarité.

Cette échappée belle, quelle belle et fraîche échappée !

Michel Duvernoy.

Vient de paraître

ECONOMIE

PLANIFICATION ET CROISSANCE ACCELEREE. C. Bettelheim. — Cet ouvrage constitue le premier volume d'une collection qui paraît sous le titre « Economie et socialisme ». — Ed. F. Maspéro.

POUR UNE DEMOCRATIE ECONOMIQUE. — Des études élaborées par un groupe de recherches ouvrier-paysan, préfacées par André Jeanson (de la C.F.D.T.) et Michel Debatisse (du C.N.J.A.). — Ed. du Seuil, dans la collection Jean Moulin.

ROMANS

UNE HABITUDE SI ANCIENNE, France Arudy. — Un jaloux, avant de partir pour la guerre d'où il est certain de ne pas revenir, veut punir en quelque sorte sa jalousie en exigeant de sa fiancée qu'elle montre durant son absence sa beauté aux autres. Soutenue par une fidélité à toute épreuve, elle attend le retour de ce désespéré. — Ed. du Seuil.

LE RETOUR, Michel Droit. — Un jeune avocat quitte Alger au lendemain de l'indépendance de l'Algérie et revient en France où il éprouve l'impression de connaître une « seconde naissance ». En face de lui, des rapatriés qui ne veulent rien oublier ni rien apprendre. — Ed. Juliard.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 25 nov. au 1^{er} déc.

LE DON PAISIBLE

LIVRES

"L'Histoire du P. C. F." de Jacques Fauvet

Décidément les études sur le parti communiste français se multiplient. Nous avons rendu compte ici-même, il y a quelques mois, de deux ouvrages de la collection « Archives » (Juliard) : Le Congrès de Tours, d'Annie Kriegel ; L'Œil de Moscou à Paris, de Jules Humbert-Droz. Voici aujourd'hui une Histoire du P.C.F., jusqu'à 1939, par Jacques Fauvet (1).

Cette floraison n'est pas due au hasard. Elle répond à un besoin de tous ceux qui s'intéressent à la vie politique et plus particulièrement au mouvement ouvrier et socialiste. De multiples circonstances invitent à rassembler les éléments d'un bilan, quarante-cinq ans après la naissance de la Troisième Internationale et la fondation des partis communistes : extension considérable au lendemain de la deuxième guerre mondiale de la zone d'influence de la Russie soviétique, mais, en même temps, crise ouverte par la désalinisation, impuissance et faiblesse de la plupart des partis communistes de l'Europe occidentale, stagnation et isolement des deux seuls qui aient conservé, dans cette partie du monde, un important effectif de militants et un corps électoral très large, l'italien et le français.

Le livre de Jacques Fauvet vient donc à son heure. Il a des mérites qu'il sera bien difficile de lui contester : la clarté de la présentation, l'aisance simple du style, un loyal effort d'objectivité. Trois chapitres, dus à Alain Duhamel, sont consacrés aux intellectuels communistes ou communistes.

Nous trouvons en annexe un certain nombre de documents précieux : le texte des vingt et une conditions, trop souvent oubliées, des tableaux chronologiques, des cartes sur l'évolution des effectifs et des suffrages du P.C.F. En un mot, l'ouvrage constitue un outil indispensable pour quiconque veut méditer, à partir de l'histoire du

demi-siècle qui vient de s'écouler, sur les problèmes de l'unité ouvrière en France.

Nous exprimerons cependant une réserve. Il nous a semblé que Jacques Fauvet a eu parfois tendance à surestimer le rôle personnel de Maurice Thorez. Sans doute est-il vrai que celui-ci a su, à partir de 1930, mettre fin aux innombrables mutations de dirigeants qui ont marqué les dix premières années de l'histoire du P.C.F. Il a réussi, une fois installé au secrétariat général du parti, à consolider son autorité sur les militants et à forger une organisation solide. C'est une réussite dont nous savons le prix.

Mais faut-il aussi rapporter à son action personnelle et à son sens politique la soudaine croissance du parti à partir de 1938 ? En fait, pour que le P.C.F. se développe et sorte de son isolement, il a fallu le concours de circonstances extérieures, auxquelles ni Thorez ni aucun autre dirigeant français n'a eu de part : la Russie, découvrant enfin le péril de l'Allemagne nazie qu'elle s'est obstinée à nier jusqu'après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, a renversé sa diplomatie et s'est engagée dans la tactique des fronts populaires en Europe occidentale. Le parti français était dès lors libre de rompre avec une tactique qui le condamnait au sectarisme et à l'isolement et qui avait abouti, même sous la direction de Thorez, à l'effondrement électoral de 1932 (6,8 p. 100 des électeurs inscrits). Mais on ne voit pas qu'auparavant celui qui devait rester si longtemps à la tête du parti communiste français se soit révélé très différent des dirigeants des autres partis communistes.

Nous souhaitons, en tout cas, pouvoir bientôt lire le deuxième tome de cette histoire, qui nous conduira jusqu'à nos jours.

R. V.

(1) Fayard, 280 pages in-8, 17,50 F.

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



la seule édition intégrale et conforme du célèbre DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE (Edition Gollimard Fichette)

L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS !

"Une extraordinaire réussite, ce Littre".

JEAN PAULHAN

de l'Académie Française
"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".

MAURICE GARÇON

de l'Académie Française
"Un cadeau royal et précieux".

FRANÇOIS MAURIAC

de l'Académie Française
"Bravo pour le Littre ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure, tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".

MARCEL JOUHANDEAU

"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".

RAYMOND QUENEAU

de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "Bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la manabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)

(Valable seulement pour la France Métropolitaine)
Veuillez m'adresser le Littre, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher le case figurant devant la formule choisie)

- comptant à réception des volumes : 406 Fr.
- en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35
- en 10 versements mensuels de : 45 Fr.

Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom..... Profession

Adresse..... Signature

N° C.C.P. ou bancaire.....

T. S. 11

LE VÉRITABLE PROBLÈME DE LA PUBLICITÉ A L'O. R. T. F.

ETES-VOUS pour ou contre la publicité à la radio? Si vous posez cette question à l'homme de la rue, il vous répondra, probablement, qu'il est contre. Seulement, l'homme de la rue (c'est toujours lui qu'on fait parler!) est, à son corps défendant, plus ou moins mis en condition. Preuve de la puissance de la publicité. Mais le même homme de la rue accepte — et apprécie — (c'est mon cas, bien souvent) la publicité dans les cinémas. Oui, seulement, cette publicité, dans les cinémas, ne passe pas au milieu du grand film, mais à l'entracte. D'accord! et cette remarque pourrait nous rapprocher d'une éventuelle solution du problème posé à propos de l'O.R.T.F.

Attention, toutefois, car les choses ne sont pas aussi simples que cela. La récente publication du communiqué des organisations de presse écrite a posé crûment le problème de la publicité à l'O.R.T.F., mais au-delà de l'opposition déclarée de celles-ci, et malgré des arguments fort valables, tout ne semble pas avoir été dit, et particulièrement les mobiles profonds de l'hostilité des propriétaires de journaux.

Nous savons que, pour l'ensemble de la presse française, la publicité représente une part — indispensable — de ses moyens de subsistance. Cela, c'est admis. Toutefois, lorsque les pontifes de la presse écrite défont l'objectivité et l'indépendance de leurs journaux, au moins pour certains d'entre eux, on aurait envie de leur répondre: « Pas ça, ou pas vous! »

Mais laissons cela. Reprenons rapidement la question:

Pour la plupart des journaux, une diminution des ressources venant de la publicité serait catastrophique et obligerait un certain nombre (les plus petits et les plus indépendants) d'entre eux à disparaître. Nous pensons même que le Pouvoir — malgré les dénégations de son ministre de l'Information — ne serait pas mécontent de cette sorte d'épuration, et ne se refuserait probablement pas à inspirer les gros publicitaires qui régissent le marché et dont l'indépendance à l'égard du régime (de tous les régimes) est bien connue! On assisterait ainsi à une dangereuse concentration de l'information écrite au bénéfice de la formation politique qui détient les ficelles du Pouvoir.

Bon, mais certains disent que le volume du poste publicité augmente avec le nombre de supports. Affirmation aventureuse. On évalue — grosso modo — la masse « publicité » en France, à 2 milliards de francs 1964. Personne ne peut croire vraiment que les capitalistes, administrateurs et actionnaires, vont prendre à leur charge — et donc en diminution de leurs revenus — une augmentation des dépenses publicitaires incluses dans les prix de revient (et donc payées par le consommateur). Or, en notre économie dirigée et soi-disant stabilisée — je n'ai pas écrit « concertée » — les prix ne sont pas extensibles à volonté. Par ailleurs, la concurrence joue sur les prix de vente. Dès lors, la création d'un nouveau support de publicité ne pourra vraiment servir qu'aux plus importantes entreprises disposant de marges importantes... ou occultes; d'un avantage certain pour les trusts (chimie, produits alimentaires, etc...) qui, rapidement, verront augmenter leur puissance de monopoles.

Mais, au fond, quelle proportion risquerait d'être enlevée à la presse sur son budget de publicité? Difficile de répondre exactement à cette question, car nous sommes devant des gens qui n'ouvrent pas facilement leurs livres de comptes.

Disons qu'on estime généralement à 10 p. cent la part qui pourrait être attribuée à la publicité pour le support télé-radio.

Cette part — 10 p. cent de 2 milliards — c'est peu de chose pour l'O.R.T.F. qui dispose, rappelons-le, d'un budget de plus de 100 milliards 1964.

Or, nous l'avons dit plus haut, cela suffirait à ruiner de nombreux journaux, faute d'un complément de ressources.

Le déficit : mystification

Les dirigeants de l'O.R.T.F. — et leurs tutelles — disent à qui veut les entendre que le déficit prévu de l'Office pour 1965 est de 145 millions. C'est là une mystification.

En effet, il s'agit vraiment de savoir si l'O.R.T.F. est, ou non, un service public. Si oui, ce que nous croyons, à quoi riment les notions de « rentabilité » et de « déficit »? Comment peut-on chiffrer — en termes comptables de rentabilité — des émissions de prestige telles que celles de l'Orchestre national ou des retransmissions de concerts de jeunes talents! En matière culturelle, la rentabilité ne peut être que spirituelle... et elle est toujours à inscrire au compte profit. Mais au profit de la civilisation et de notre pays!

Quant au déficit réel — 145 millions — le terme « déficit » est faux. Faux parce qu'on prétend l'appliquer à l'ensemble de la gestion de l'O.R.T.F., c'est-à-dire tant à l'exploitation qu'aux investissements. Or, le budget « exploitation » laisse une marge très largement excédentaire. C'est cette marge qui est employée pour les investissements. Et le pseudo déficit — qu'on devrait appeler « impasse » — trouve ses origines dans le volume excessif — et imposé — des investissements.

Les auditeurs paient une taxe dite d'utilisation; une partie de cette taxe va à l'équipement de notre territoire en émetteurs télévision et radio sonore. On nous dira que c'est grâce à cet équipement que l'O.R.T.F. peut faire des progrès, et qu'il ne servirait de rien d'avoir des programmes s'il n'y avait pas de réseaux d'émetteurs. Il serait juste d'ajouter que sans émetteurs ni programmes, les fabricants de postes ne vendraient pas... et n'encaisseraient pas de bénéfices.

Oui, mais alors, pourquoi faut-il que ce soit les seuls auditeurs qui supportent l'effort d'équipement du pays tout entier, et même celui de territoires où — jamais — les taxes des auditeurs locaux ne couvriront les dépenses d'installation. C'est le cas pour nos départements et territoires d'outre-mer. Sont-ce les voyageurs qui ont — seuls — permis la construction des voies ferrées et des routes?

Alors, que signifie cette notion de déficit? Rien. Il appartient au pays — donc au budget général — de subventionner les investissements d'un service public aussi indispensable que l'O.R.T.F.

Mais sait-on qu'une autre des causes du pseudo déficit, c'est l'impôt — et oui, l'impôt — que le ministère des Finances prélève sur le montant de la taxe versée par les auditeurs. En effet, la rue de Rivoli s'attribue 7 milliards. Ainsi, alors que les recettes des postes périphériques vont — en totalité — à l'exploitation, celles de l'O.R.T.F. viennent grossir, à

l'instar de la vignette pour les vieux, les caisses de l'Etat. N'est-ce point ridicule et injuste?

Le fond de la question

Tous les établissements publics recourent à l'emprunt — et l'O.R.T.F. est un établissement public, tout comme la Régie des Tabacs, la S.N.C.F., les Transports en commun, les différents offices, entre autres la météo... etc. Nous l'avons démontré, les taxes peuvent parfaitement gager l'emprunt, car le volume de celles-ci ne peut qu'augmenter chaque année. Mais, quel que soit le montant des taxes payées par les auditeurs, elles seront toujours insuffisantes si les investissements continuent à être imposés — dans les conditions présentes — sur le budget de l'O.R.T.F., et si l'Etat continue à se nourrir de son propre sang en frappant de l'impôt des recettes versées pour services rendus.

La seule solution, c'est la budgétisation des investissements de l'O.R.T.F. et l'obligation pour ce dernier d'utiliser — dans des conditions convenables — toutes ses ressources à l'exploitation de ses réseaux de distribution de programmes.

C'est à cette seule condition que peut se justifier le monopole d'émission et la perception de la taxe d'usage.

Mais le fond de la question n'est pas atteint. Etes-vous pour ou contre la publicité sur les ondes nationales? Car, après tout, la publicité n'est-elle pas un phénomène moderne qui s'impose à tout le monde? Et est-il tellement intelligent de favoriser les postes périphériques — donc privés — en leur réservant ce que les publicitaires dispensent à leur seul profit?

A cela, nous pourrions répondre que si l'indépendance d'une radio nationale était à ce prix, alors, ce ne serait pas trop cher payé de protéger les valeurs de la culture française et de la préserver de la civilisation du gadget et de la religion de la consommation. Il est bien vrai que nous vivons dans une société soumise à l'économie de marché, où la consommation sert de levier aux satisfactions égoïstes et aux intérêts privés.

Pour cette fois, sans nous faire aucune illusion, nous sommes enclins à soutenir les positions de la grande presse, pour des raisons d'opportunité. C'est-à-dire que nous voulons préserver ce qui reste de liberté d'expression dans ce régime où fort peu de ceux qui crient au scandale quant aux projets concernant l'O.R.T.F. n'auraient le courage de le faire lorsque la démocratie républicaine fut assaillie et éliminée.

Des freins à la publicité

Mais si le Pouvoir gaullien, désireux de mater une presse indisciplinée, imposait une publicité de marques en complément de la publicité de produits qui existe déjà sur les ondes, divers freins aux ambitions du profit individuel pourraient être prévus. Des freins qui, par ailleurs, pourraient préserver la qualité des programmes.

A) Tout d'abord, on pourrait concevoir un accord entre la presse écrite, l'O.R.T.F. et les publicitaires fixant — comme cela existe dans d'autres pays — un pourcentage de dévolution.

B) L'O.R.T.F. devrait assurer sa propre régie publicitaire.

Comme nous l'avons dit plus haut, la publicité n'est pas indispensable pour que l'O.R.T.F. assure pleinement sa mission culturelle et d'information. Donc, elle peut se permettre de traiter d'égal à égal avec les agents de publicité ou directement, avec les marques. Ainsi, elle peut recevoir la publicité sans se laisser imposer quoi que ce soit. Maîtresse de ses programmes, elle pourrait proposer la forme de cette publicité — la réaliser ou la faire réaliser selon sa volonté — et décider, elle-même, de sa diffusion.

Qu'on ne dise pas qu'en cas de désaccord, c'est le client qui a toujours raison. Rien ne pourra remplacer le support O.R.T.F.

C) Quant à la diffusion de cette publicité, des exemples de pays voisins peuvent être profitables. En Italie, la publicité est groupée et n'encombre pas le cœur des programmes... et, de plus, elle est intelligemment et plaisamment présentée; l'auditeur qui ne veut ni la voir ni l'entendre n'est pas obligé de la subir pour pouvoir profiter du restant du programme.

Fausse grandeur

Nous avons voulu pousser l'objectivité jusqu'au bout. C'est-à-dire que, opposés à l'introduction de la publicité sur les ondes nationales pour des raisons de prestige et parce que nous avons tout lieu de craindre une manœuvre politique du Pouvoir gaullien, nous ne voulons pas être dupes du prurit de pureté qui assaille la presse de ce pays. Nous ne nous refusons pas, non plus, à suivre la marche du progrès, et notre position doctrinale n'est pas une position seulement circonstancielle.

Notre souci, répétons-le pour conclure, est de préserver nos concitoyens d'une mise en condition inquiétante, que ce viol psychologique soit d'ordre politique ou de caractère commercial. La vraie grandeur d'un pays se juge aux efforts qu'il fait pour élever l'homme à la capacité de comprendre, de juger et de décider en toute liberté.

Mais nous disons encore — en conclusion — et pour qu'il n'y ait aucune confusion dans l'esprit de nos lecteurs, que nous sommes convaincus de l'inutilité de la publicité sur les ondes de la radio d'Etat. De son inutilité, à condition que soit préservée l'utilisation intégrale pour l'exploitation de la taxe payée par les usagers. A condition que les investissements — qui sont indispensables pour doter ce pays d'une infrastructure digne de sa grandeur — soient supportés par le budget général de la nation. A condition qu'il soit fait autant d'efforts pour doter ce pays d'une radio objective qu'il en est imposé pour construire une force de frappe bien discutable. A condition que la diversité d'opinions soit assurée par une presse moins asservie aux volontés du Pouvoir ou aux impératifs du profit.

A ces conditions — et aussi si les travailleurs de l'établissement recouvrent leur dignité de travailleurs — l'O.R.T.F. n'a rien à craindre de la concurrence des postes privés périphériques. Qualité et objectivité sont les deux seuls critères qui peuvent imposer la radio nationale. Ni le Pouvoir contraignant, ni les intérêts privés ne peuvent lui assurer cette place. On ne vend pas la grandeur au prix de la publicité.

Bertrand Renaudot.